

STABILISATION DU MARCHÉ DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

L'Etat multiplie ses actions

Après deux mois de baisse, les prix des produits de première nécessité ont renoué avec leur tendance haussière. En effet, le marché est durement impacté par la tendance inflationniste mondiale, où les prix des produits alimentaires sont en hausse. Face à cette situation, le gouvernement a entrepris d'y faire face.

P 3



SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT

Faire de l'Afrique «une superpuissance des EnR»

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mardi le monde à faire de l'Afrique "une superpuissance des énergies renouvelables", lors d'un discours au Sommet africain sur le climat dans la capitale kényane Nairobi. "Les énergies renouvelables pourraient être le miracle africain. (...) Nous devons travailler ensemble pour que l'Afrique devienne une superpuissance des énergies renouvelables", a-t-il lancé.

P 4

2^e ÉDITION DE LA FOIRE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE "LEMSID"

Des fournitures scolaires à des prix «raisonnables»



La 2^e édition de la Foire dédiée à la rentrée scolaire "Lemsid", organisée au Palais des expositions à Alger "SAFEX" a ouvert ses portes hier mardi avec la participation de 40 exposants. Cette manifestation économique qui s'étalera jusqu'au 20 septembre sous le slogan "Ensemble pour nos élèves", verra l'exposition des différentes fournitures scolaires (articles et manuels), fabriquées localement ou importées, à des prix "concurrentiels et raisonnables".

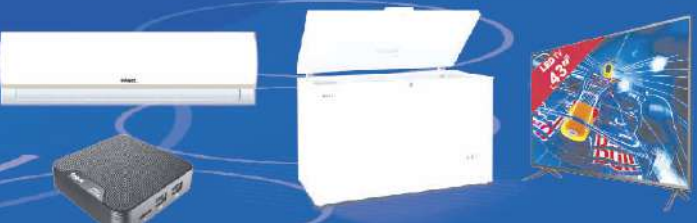
P 5

PÉTROLE

Le Brent à 88,57 dollars

Les prix du pétrole fléchissaient mardi après la publication d'un indicateur économique décevant en Chine qui fait craindre pour la demande mondiale, mais restaient proches de leurs sommets de l'année avec les tensions sur l'approvisionnement venant de l'Opep+.

P 4



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـح جـيـون

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Les comptes officiels Facebook et X (Twitter) sont certifiés badge bleu

Le ministère de la Justice a indiqué, lundi dans un communiqué, que ses comptes Facebook et X (ex-Twitter) certifiés badge bleu sont ses deux pages officielles. Dans ce cadre, «le ministère de la Justice informe que ses comptes Facebook et X certifiés badge bleu, sont ses seules pages officielles et se décharge de toute autre page ouverte au nom du ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi». Le ministère précise également que M. Tabi «ne dispose d'aucune page à son nom personnel», soulignant que le département ministériel «maintient une bonne communication à travers ses pages officielles avec les citoyens ayant interagi, en toute bonne foi, avec cette page».

CONCOURS "PITCH COMPÉTITION"

La startup Algérienne «Efendi» lauréate

La startup "Efendi", spécialisée dans les services de livraison, opérant en Algérie et en Turquie via une application mobile, a obtenu lundi à Alger le concours national "pitch compétition" dédié à ce segment d'entreprises et qui a pour but de promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes et l'innovation.

Par R.E.

Cette compétition a été organisée par l'accélérateur public de startups Algeria-venture en collaboration avec l'association Global entrepreneurship network (GEN) Algérie. «L'innovation, la maîtrise du projet notamment sur le plan financier, les possibilités d'évolution tout en captant d'éventuels investisseurs dans cette entreprise l'avenir», ont été les principaux critères de sélection de la meilleure start-up, a indiqué le membre du Jury Younès Grar, également expert en TIC. La startup lauréate s'est vue attribuer une récompense financière de 100.000 dollars et représentera l'Algérie lors du Global Entrepreneurship Congress Africa (GEC+), prévu en mars 2024 en Afrique du Sud. Cette compétition s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat liant Algeria Venture à son homologue Sud-Africain "22 On Sloane" en vue de mettre en place "un écosystème entrepreneurial florissant et fournir aux startups algériennes une plate-

forme pour exposer leurs projets, accéder à un réseau international d'investisseurs et d'experts, et démontrer leur potentiel de croissance", indique-t-on auprès de l'accélérateur public algérien. Dans une intervention à cette occasion, Yacine Chikhar, chef de département opérationnel à Algeria-venture, a souligné que cette initiative est destinée à mettre en avant la créativité et le talent des startups algériennes et l'écosystème dans lequel elles évoluent. Il s'agit à travers ce concours de soutenir et de promouvoir l'innovation en Algérie en mettant en lumière les startups distinguées par leur créativité, leur viabilité commerciale et leur capacité à contribuer de manière substantielle à l'économie nationale, a ajouté le même responsable. Les onze startups, qui étaient en lice pour le prix via des applications et autres solutions, opèrent dans une multitude de secteurs et niches à haute valeur ajoutée. Il s'agit notamment de la mobilité, la santé, la robotique, l'agriculture et l'aquaculture durables et les prestations de services dans l'immobilier. Pour sa part, la vice-présidente de l'association Glo-

bal Entrepreneurship Network Algeria (GEN), Zafira Ouarts, a mis l'accent sur le rôle de l'association dans l'encouragement de l'entrepreneuriat des jeunes à travers "des centaines de projets" dans l'accompagnement des startups, en leur offrant des programmes d'incubation, d'accélération et de mise en réseau et de développement de partenariats d'affaires. Quant à la directrice des relations avec les partenaires de l'incubateur sud-africain "22 On Sloane", Mahlatse Tolamo, elle a fait savoir que le congrès qu'abritera l'Afrique du Sud en mars 2024 sera "axé sur le continent et comment appuyer les jeunes entrepreneurs d'Afrique, et favoriser le partenariat et la coopération", à travers la mise en relation des startups africaines. Cette conférence internationale verra la participation de plus de 1500 délégués, représentant notamment les startups, les PME, les investisseurs et autres décideurs. Divers secteurs seront également au centre de ce forum économique à l'image de l'énergie, la logistique, la santé, les fintech et le e-commerce, a-t-elle ajouté.

SONELGAZ/ DIRECTION DE DISTRIBUTION DE BELOUIZDAD

Plus de 2,3 milliards de DA de créances impayées

Les redevances dues à la Direction de distribution de Belouizdad (Alger), relevant de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (filiale de Sonelgaz), auprès de ses clients ont dépassé les 2,3 milliards de dinars à juillet 2023, a indiqué lundi un communiqué de cette Direction qui a invité ses clients à régler leurs factures de gaz et d'électricité. Ces redevances, indique la même source, concernent les ménages et les

commerces (879,02 millions de DA) et les opérateurs et administrations publiques (1.457,15 millions de DA). Cependant, la Direction s'est engagée à assurer la continuité de l'approvisionnement régulier en gaz et électricité, notamment durant l'été en dépit des pannes enregistrées sur les réseaux électriques du fait de la surconsommation. "Ce cumul de dettes, qui ne cesse d'augmenter, entrave la réalisation de nos objectifs à

l'instar de l'amélioration des services et de leur continuité, l'achèvement des différents investissements et projets relatifs au renouvellement et à la maintenance de nos réseaux électriques et nos conduits de gaz, outre la concrétisation des projets de raccordement des logements de différentes formules et l'impérative prise en charge des besoins et des préoccupations soumises par les citoyens, auxquelles nous accordons une importance majeure, en tant que jalon

supplémentaire au soutien de l'économie nationale", a déploré la Direction. De ce fait, la Direction appelle l'ensemble de ses clients à "faire preuve de compréhension, de civisme et de sens de responsabilité individuelle et collective en se présentant aux agences commerciales afin de régulariser leur situation en s'acquittant des redevances relatives à l'électricité et au gaz, dans le respect des délais impartis".

R.E.

HUAWEI SEEDS FOR THE FUTURE 2023

Un programme de formation prometteur pour les étudiants brillants

Huawei Télécommunications Algérie a lancé, à Annaba, la 9ème édition du programme de développement des jeunes talents nommé «Seeds for the Future 2023 », avec une participation record de 45 étudiants issus des différents établissements et instituts de l'Enseignement supérieur et Postes et Télécommunications. L'édition du Seeds for the Future 2023 sera à l'hôtel Sheraton de Annaba en présentiel ainsi qu'avec des interventions en ligne d'experts Algérien et Chinois. Huawei a invité des étudiants de 26 uni-

versités et écoles supérieures des quatre côtés du pays, séjournant ensemble à Annaba pour une formation du 04 au 11 septembre 2023. Durant ces 08 jours de formation, les étudiants suivront des présentations sur les valeurs de l'entreprise de Huawei, des visites virtuelles des installations de Huawei et des discussions techniques sur l'intelligence Artificiel, Cyber Sécurité, Cloud et sécurité du Cloud, Big Data ainsi que des cours de développement personnel et de leadership. De plus, les jeunes talents subiront à une

formation sur les procédures et les étapes de création des nouvelles startups, en côtoyant l'incubateur de Annaba ORKIDS et l'accélérateur Algeria Venture, ainsi que des experts et intervenants de plusieurs partenaires citant SONATRACH, Djezzy, Yassir... Rappel que l'édition précédente des Seeds for the Future 2022, à connus la victoire du second prix mondiale de l'équipe Algérienne SEVENG avec leur projet FARMAI, dans la compétition TECH4GOOD qui est lié au programme Seeds for the Future, après leur projet in-

novant sur la prévention précoce de la maladie de la rouille à l'aide des drones dans les champs du blé dur en utilisant l'IA, un exploit honorable suivi par un encouragement du président de la République par tweet en janvier dernier. A travers ce genre de programme, Huawei demeure toujours présente pour soutenir tous les ministères dans leurs plans et stratégies de numérisation, et ce, en « fournir des connaissances et des solutions de TIC & transformation numérique ».

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

STABILISATION DU MARCHÉ DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

L'Etat multiplie ses actions

Après deux mois de baisse, les prix des produits de première nécessité ont renoué avec leur tendance haussière. En effet, le marché est durement impacté par la tendance inflationniste mondiale, où les prix des produits alimentaires sont en hausse. Face à cette situation, le gouvernement a entrepris d'y faire face.

Par Reda Hadi

En cela, la commission multi-sectorielle chargée d'assurer et d'organiser la disponibilité des produits alimentaires de large consommation s'est réunie au siège du ministère de l'Agriculture et du Développement rural en présence de cadres du ministère et de représentants des ministères du Commerce et de la Promotion des exportations et de la Pêche et des Productions halieutiques, indique mardi un communiqué du ministère l'Agriculture. Lors de cette réunion, qui s'est tenue lundi, l'accent a été mis sur «l'importance de prendre les mesures nécessaires pour approvisionner les marchés nationaux en produits alimentaires de qualité, notamment les viandes rouges et blanches, les œufs et les produits halieutiques, et assurer leur disponibilité à des prix à la portée des citoyens», précise la même source. «Plusieurs décisions et engagements ont été pris lors de la réunion conformément aux orientations du gouvernement à cet égard», conclut le communiqué. Il faut dire que ces hausses affectent durement la bourse des algériens, à un moment crucial et après les dépenses de l'été. Ces hausses inquiètent les ménages,

et ce d'autant plus que la rentrée scolaire est annoncé pour le 19 septembre. Selon l'ONS, l'instabilité des prix caractérise actuellement les marchés des fruits et légumes, ainsi que les viandes. Les prix affichés sur la plupart des produits subissent une forte fluctuation, souvent à la hausse, en raison de la forte demande. En somme depuis quelques temps déjà; viande blanche, œufs, fruits, légumes... ces différents aliments de base n'en finissent plus de flamber. En effet, chaque jour, les consommateurs se heurtent à des prix toujours aussi exorbitants. Or tous les spécialistes sont unanimes à dire qu'entre autres raisons de cette flambée des prix c'est tout le circuit de distribution qui est à revoir, comme il faut revoir à la baisse, le nombre des intermédiaires. Ce n'est un secret pour personne, les prix de la viande rouge en Algérie ont atteint des seuils intolérables. Face à cette situation, éleveurs et bouchers refusent d'endosser la responsabilité. Les uns invoquent le prix élevé du bétail, les autres, la cherté de l'aliment et des fourrages. Entre les deux, il y a les mandataires et les spéculateurs que les

pouvoirs publics accusent de déréguler le marché. En attendant de trouver des solutions pratiques à cet épineux problème, le citoyen désemparé se retrouve contraint de faire preuve d'une extrême parcimonie dans sa consommation de viande rouge, quand il n'y renonce pas complètement. C'est la même hausse sur tous les étals des marchés. Les fruits et légumes connaissent une augmentation vertigineuse. La pomme de terre est cédée entre 70 et 85 DA le kilo, l'oignon et les courgettes entre 140 et 160 dinars. La tomate est affichée entre 160 et 170 DA le kilo. Les fameux haricots verts défient toute logique et valent, au niveau 350 DA. Pour certains commerçants, cette hausse va persister et les prix vont encore augmenter. Le citoyen lambda ne se retrouve pas dans ces explications; au moment où le gouvernement s'efforce à encourager le secteur agricole à travers des mesures incitatives pour plus et mieux investir, alors que ce secteur connaît de bonnes performances de production. Beaucoup disent que le secteur agricole en Algérie se caractérise par l'emprise qu'ont les spéculateurs sur le marché; qui faute d'un contrôle réel et continu, agissent à leur guise.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'importance du développement des produits innovants soulignée

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé, mardi à Alger, l'importance du développement des produits innovants au niveau des centres de recherches dans l'objectif de créer une plus-value économique. Lors d'une visite au Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) à Chéraga, où il a inspecté 6 produits innovants développés par les chercheurs du centre, M. Baddari a indiqué que ces produits "permettent de se rapprocher des secteurs de l'Industrie, des Mines et de l'Agriculture", misant sur la transformation de cette technologie en un produit industrialisable et commercialisable. Le ministre s'est félicité des résultats réalisés en matière de recherche scientifique, à même de contribuer au développement de l'économie nationale, soulignant l'importance de fixer "des délais pour la remise des premiers prototypes de ces projets tout en trouvant des partenaires industriels et commerciaux afin de concrétiser cette technologie sur le terrain en tant que valeur économique". A cette occasion, le ministre a inspecté quelques prototypes réalisés par les chercheurs du CTRI, notamment le premier prototype de la voiture électrique multi-usages, amie de l'environnement, prête à être utilisée en milieux clos à l'image des aéroports, des hôpitaux et des usines. M. Baddari a également inspecté une épierreuse destinée à la mise en valeur des terres agricoles, un prototype développé en collaboration avec un partenaire industriel. Par la même occasion, un prototype d'un drone équipé a été exposé, réalisé à la demande de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), utilisé en cas de catastrophes, en plus d'autres prototypes d'appareils destinés à la fabrication additive.

R E.

COMMERCIALISATION DIRECT DES PRODUITS DE LA PÊCHE

Lancement, dès la semaine prochaine, d'une «opération majeure»

Le ministre de la Pêche et de la production halieutique, Ahmed Bidani, a annoncé, lundi après-midi depuis Jijel, le lancement, à partir de la semaine prochaine, d'une "opération majeure" de commercialisation directe des produits de la pêche et de l'aquaculture à des prix "compétitifs". Après avoir écouté, au salon d'honneur de l'aéroport Ferhat-Abbas, un exposé sur la situation de son secteur dans la wilaya de Jijel où il a entamé une visite de travail de deux jours, le ministre a souligné que son département, en coordination avec la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture, lancera dès la semaine prochaine une "opération majeure de commercialisation directe des produits de la pêche dans l'ensemble des ports du pays". M. Bidani a ajouté que cette opération permettra de fournir du poisson frais au citoyen à des prix compétitifs, à la fa-

veur d'une vente directe du pêcheur au consommateur. Une opération qui contribuera, a-t-il souligné, à "réduire les coûts des produits de la mer, à haute valeur nutritionnelle, au profit du consommateur au moment de la rentrée sociale". Au cours de sa visite de travail, M. Bidani a inspecté les différents projets inscrits pour améliorer les services du port de Boudis, dans la commune de Jijel, où il a donné le coup d'envoi d'une opération de désenvasement du bassin de ce port à l'effet de faciliter le mouvement des navires de pêche, notamment deux nouveaux sardiniers d'une longueur de 14 mètres. Le ministre s'est également enquis, in situ, de l'activité de construction, de maintenance et de réparation des bateaux de pêche, chalutiers et autres embarcations. Par ailleurs, à l'effet d'encourager les professionnels à développer leurs activités et à mieux les or-

ganiser dans un cadre coopératif professionnel, le ministre a remis des agréments à deux coopératives de pêche et d'aquaculture, avant d'écouter des préoccupations et des suggestions formulées par des professionnels en vue de promouvoir et de développer l'activité de pêche. Par ailleurs, au second jour de sa visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Jijel, le ministre a inauguré une unité de fabrication de glace. Selon les explications fournies au ministre, cette unité, créée dans le cadre d'un investissement privé, dispose d'une capacité de production de l'ordre de 10 tonnes de glace par jour. L'unité est destinée à assurer la conservation des produits de la pêche et à maintenir une chaîne du froid efficace depuis le pêcheur jusqu'au consommateur, a-t-on expliqué. Parmi les préoccupations portées à la connaissance du ministre, par les profes-

sionnels de la pêche, les ramendeurs de filets et les préparateurs d'embarcations, figure en bonne place "l'ouverture d'une spécialité de réparation navale dans le centre de formation professionnelle de la wilaya de Jijel, afin d'éviter le transfert des bateaux de pêche en panne jusqu'au port de Cherchell pour réparation". Les professionnels de la pêche ont soulevé plusieurs autres préoccupations liées, notamment, à la couverture sociale, à la prime de retraite et à l'agrandissement du port de pêche de Ziama Mansouriah "en impliquant les acteurs du secteur dans les différentes études d'aménagements portuaire". Les intervenants souhaitent également l'installation d'unités de maintenance des équipements de navigation et la généralisation de la formation aux différentes activités de pêche et d'aquaculture.

Synthèse Slimane T.

S'APPUYANT SUR UN NOUVEAU PROCÉDÉ D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE SISMIQUE EN 3D

Sonatrach table sur l'augmentation des capacités de production

Le PDG du groupe Sonatrach M. Toufik Hakkar a donné le coup d'envoi pour le projet d'exploration pétrolière sismique en 3D dans le champ pétrolifère d'Hassi Messaoudi. Ce projet vise à valoriser les études et les modèles de réservoirs et de production à travers l'exploitation optimale des technologies numériques modernes afin d'augmenter les réserves de carburant et le niveau de production du pays, ainsi que de maintenir la position de Sonatrach comme un fournisseur et acteur important sur les marchés internationaux de l'énergie. Pour mener à bien ce projet, la National Geophysics Foundation s'appuie sur des techniques technologiques de haut niveau numérique, qui consistent en l'utilisation d'une large gamme de fréquences allant de 1,5 à 96 Hz pour augmenter la précision de l'étude sismique, en plus de l'utilisation de la technologie d'inversion complète de la forme d'onde (FWI), pour obtenir un modèle de vitesse précis pour les couches de surface et souterraines, précise la Sonatrach. Les données sismiques qui seront obtenues grâce à l'utilisation de ces nouvelles technologies permettront d'augmenter le facteur de récupération des réserves à un niveau supérieur à 30%. Dans une déclaration à la télévision nationale, M. Hakkar a assuré que ce projet est vêtu du caractère stratégique pour le groupe : « Nous tablons sur une augmentation des capacités de production du champ d'Hassi Messaoud qui dispose de grandes réserves. La mise en place de procédé technologique développé nous permettra une meilleure visibilité et des informations plus précises sur ces réserves ce qui va nous permettre de meilleures attributions des investissements » a-t-il assuré.

S T.

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT

Faire de l'Afrique «une superpuissance des EnR»

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mardi le monde à faire de l'Afrique "une superpuissance des énergies renouvelables", lors d'un discours au Sommet africain sur le climat dans la capitale kényane Nairobi.

Par S T/Agence

"Les énergies renouvelables pourraient être le miracle africain. (...) Nous devons travailler ensemble pour que l'Afrique devienne une superpuissance des énergies renouvelables", a-t-il lancé, tout en demandant aux dirigeants du G20, qui se réunissent ce week-end en Inde, "d'assumer (leurs) responsabilités" dans la lutte contre le changement climatique. Une transition énergétique propre dans les pays en développement est cruciale pour tenter de maintenir l'objectif de l'Accord de Paris consistant à limiter le réchauffement climatique "bien en-dessous" de deux degrés Celsius depuis l'époque préindustrielle, et de 1,5 C si possible. Pour y parvenir, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) affirme que les investissements devront atteindre 2.000 milliards de dollars par an d'ici une décennie. Les intervenants du sommet ont également appelé à réformer les structures financières mondiales pour les aligner sur les objectifs climatiques. Le président kényan William Ruto a indiqué à l'ouverture de ce sommet continental historique sur le climat, que l'Afrique a une "opportunité sans équivalent" de se développer en participant à la lutte contre le réchauffement climatique, mais elle a besoin d'investissements internationaux massifs, a affirmé lundi le président. Et d'ajouter : « l'objectif est ambitieux pour un continent abritant 1,4 milliard d'habitants parmi les plus vulnérables au changement climatique. Le sujet majeur (...) est l'opportunité sans équivalent que l'action climatique représente pour l'Afrique». Il a indiqué que l'Afrique détient la clé pour accélérer la décarbonation de l'économie mondiale. Nous ne sommes pas seulement un continent riche en ressources, nous sommes une puissance au potentiel inexploité, désireuse de s'engager et d'être compétitive équita-

blement sur les marchés mondiaux. Bien que l'Afrique ne contribue qu'à 2% à 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle souffre de manière disproportionnée du changement climatique, accablée par des épisodes de sécheresse et d'inondations de plus en plus extrêmes, selon les chiffres de l'ONU. Les pays africains sont paralysés par le fardeau croissant de leur dette et le manque de financements. Malgré sa richesse en ressources naturelles, seulement 3% des investissements énergétiques dans le monde sont réalisés sur le continent. Selon M. Ruto, l'Afrique a le potentiel pour être auto-suffisante en énergie grâce aux ressources renouvelables. Selon l'Organisation météorologique mondiale, l'Afrique fait face de manière disproportionnée au changement climatique même si le continent n'est responsable que d'une fraction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), a souligné lundi l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à l'occasion du Sommet africain sur le climat, à Nairobi, au Kenya. "L'Afrique est responsable de moins de 10% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Or c'est le continent qui est le moins à même de faire face aux effets délétères du changement climatique. Les canicules, les fortes pluies, les inondations, les cyclones tropicaux et les sécheresses persistantes ont des effets dévastateurs sur les communautés et les économies, et le nombre de personnes menacées va croissant", a déclaré dans un communiqué, le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas. Le rythme de la hausse des températures en Afrique s'est accéléré au cours des dernières décennies et les risques liés au temps et au climat sont de plus en plus graves, selon un nouveau rapport de l'OMM sur l'état du climat en Afrique 2022. Et la vitesse à laquelle la température augmente s'accélère et des phénomènes météorologiques extrêmes aggravent l'insécurité

alimentaire de cette région du monde, alors que la productivité agricole chute. D'après le document onusien, cette situation alimente aussi les déplacements et les migrations et aggrave la menace de conflits provoqués par la raréfaction des ressources. L'agriculture est à la base des moyens de subsistance et des économies nationales en Afrique, elle fait vivre plus de 55% de la population active. Mais à cause du changement climatique, la croissance de sa productivité agricole a chuté de 34% depuis 1961. "Cette baisse est la plus élevée enregistrée par comparaison à ce qu'ont connu d'autres régions du monde", a ajouté l'OMM. Les projections prévoient que, d'ici 2025, les pays africains multiplieront par trois leurs importations annuelles de denrées alimentaires qui passeront de 35 milliards de dollars à 110 milliards de dollars. Selon la même source, au cours de la période 1991-2022, l'Afrique a enregistré un taux moyen de réchauffement de +0,3 C/décennie, contre +0,2 C/décennie entre 1961 et 1990. Ce chiffre dépasse légèrement la moyenne mondiale. C'est en Afrique du Nord, aux prises avec des canicules extrêmes ayant alimenté des incendies de forêt en 2022, que le réchauffement a été le plus rapide, tandis que la Corne de l'Afrique a subi sa pire sécheresse depuis 40 ans, notamment en Ethiopie, au Kenya et en Somalie. Dans le même temps, de nombreuses régions du Sahel ont subi d'importantes inondations pendant la mousson. Le Nigeria, le Niger, le Tchad et la moitié sud du Soudan ont été particulièrement touchés. Rédigé conjointement avec la Commission de l'Union africaine et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), le rapport a été rendu public lors du Sommet africain sur le climat, à l'occasion duquel le plan d'action sur les alertes précoces pour tous en Afrique a également été lancé.

PÉTROLE

Le Brent à 88,57 dollars

Les prix du pétrole fléchissaient mardi après la publication d'un indicateur économique décevant en Chine qui fait craindre pour la demande mondiale, mais restaient proches de leurs sommets de l'année avec les tensions sur l'approvisionnement venant de l'Opep+. Ce mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perdait 0,48% à 88,57 dollars Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour li-

vraison en octobre, reculait de quelque 0,09% à 85,47 dollars. Plus tôt mardi, le baril de WTI a touché un nouveau plus haut depuis novembre, à 86,14 dollars, et le Brent a grimpé lundi jusqu'à 89,22 dollars le baril, son plus haut prix depuis décembre. L'activité dans les services en Chine a progressé à un rythme moins soutenu en août, à 51,8 points contre 54,1 en juillet, dans un contexte d'essoufflement de la reprise post-Covid chez le premier importateur de pétrole

au monde, selon un indice indépendant publié mardi. La force du dollar pèse aussi sur le brut. Les achats de pétrole, libellés en dollars, sont en effet moins attractifs pour les investisseurs utilisant des devises étrangères, l'appréciation du billet vert diminuant leur pouvoir d'achat. Mais en parallèle, "le marché attend la confirmation de l'Arabie saoudite qu'elle reconduira sa réduction unilatérale de production d'un million de barils par jour en octobre", commen-

tent des analystes. Le leader de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+), l'Arabie saoudite, avait initié cette réduction volontaire de production en juillet, suivie par la Russie. La semaine dernière, le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a assuré que les membres de l'alliance et la Russie étaient tombés d'accord sur de nouvelles réductions de production, précisant que les "principaux paramètres" seraient annoncés dans la semaine.

2E ÉDITION DE LA FOIRE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE "LEMSID"

Des fournitures scolaires à des prix raisonnables

La 2e édition de la Foire dédiée à la rentrée scolaire "Lemsid", organisée au Palais des expositions à Alger "SAFEX" a ouvert ses portes hier mardi avec la participation de 40 exposants.

Par Sirine R

Cette manifestation économique qui s'étalera jusqu'au 20 septembre sous le slogan "Ensemble pour nos élèves", verra l'exposition des différentes fournitures scolaires (articles et manuels), fabriquées localement ou importées, à des prix "concurrentiels et raisonnables", selon les organisateurs. Prendront également part à cet événement, organisé à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024, des écoles d'enseignement de langues étrangères et de cours de soutien. Le Secrétaire général du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, El-Hadi Bekir a donné, au nom du ministre du secteur, Tayeb Zitouni, le coup d'envoi de la foire,

en compagnie du Directeur général de l'organisation des marchés et des activités commerciales, du Directeur général de contrôle et de répression de la fraude au ministère et du Directeur général de la Société algérienne des foires et expositions "SAFEX". A cette occasion, M. Bekir a mis l'accent sur la nécessité "d'assurer la disponibilité des fournitures scolaires, à des prix concurrentiels", faisant savoir "du lancement, jusqu'à présent, de 78 foires dédiées aux articles scolaires sur 97 foires programmées au niveau national en prévision de la rentrées scolaire". Il a, également, insisté sur l'impératif d'adopter des prix concurrentiels "dans la commercialisation des produits tout au long de la foire", saluant la qualité "des

produits locaux exposés". Organisée par Société algérienne des foires et expositions "SAFEX", cette foire, intitulée "Lemsid" est placée sous l'égide du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Il est à rappeler que le ministère du Commerce, en coordination avec d'autres départements, a annoncé l'organisation de plus de 80 foires, soit une moyenne de 2 événements dans chaque wilaya, pour la vente de fournitures scolaires à des prix concurrentiels. Une initiative salutaire et au grand bonheur des parents d'élèves. En effet, et de l'avis de certains parents, les prix proposés au niveau de ces foires sont «raisonnables», par rapport aux magasins des détaillants.

MOSTAGANEM

Résiliation de contrats de promoteurs défaillants dans la réalisation de projets d'habitat

Le wali de Mostaganem, Aissa Bouleha a ordonné la résiliation des contrats de quatre promoteurs défaillants dans la réalisation de projets de logements promotionnels aidés, a-t-on appris mardi d'un communiqué des services de la wilaya. Le wali, qui a inspecté, lundi, des sites de différents projets d'habitat pour le suivi du programme de 1.050 logements promotionnels aidés, a indiqué au terme de sa visite que des procédures judiciaires ont été prises contre des entreprises qui accusent du retard dans l'achèvement de projets, notamment au niveau du site du Bas Mazaghran (550 logements).

A cause du retard enregistré au niveau de ce chantier et le non respect des engagements des entrepreneurs pour la deuxième fois malgré les facilités accordées par les autorités administratives, le wali a ordonné la résiliation des contrats de quatre entreprises. Au sujet du site "Jolie vue", le même responsable a donné des instructions pour achever les travaux de réseaux divers (VRD) pour 150 logements et leur raccordement au réseau de gaz et d'électricité, pour les attribuer aux bénéficiaires dans les plus brefs délais. Lors de l'inspection du projet, des instructions ont été données pour élaborer un calendrier précis pour la livraison des lots restants,

indique-t-on de même source. Après avoir pris connaissances de préoccupations de promoteurs immobiliers concernant notamment le non versement des apports financiers par les bénéficiaires, le wali de Mostaganem a instruit d'adresser des mises en demeure aux concernés, avertissant que dans le cas échéant, ils seront remplacés par d'autres suivant une liste précise de demandeurs de logement. Le même responsable a inspecté d'autres projets au niveau des chantiers de la zone d'expansion urbaine à El Hachm (commune de Sayada) et celle de Kharouba dans la commune de Mostaganem, selon le communiqué.

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE-UNICEF

Les moyens d'établir un partenariat significatif évoqués

Le président de l'Observatoire national de la société civile, Noureddine Benbrahim, a évoqué avec la représentante du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, Katarina Johansson, les moyens d'établir un partenariat significatif entre les deux instances au titre du Cadre de coopération entre l'Algérie et l'ONU 2023-2027, a indiqué mardi un communiqué de l'observatoire. Les deux parties "ont examiné, lors d'une rencontre qui a eu lieu lundi au siège de l'observatoire, la possibi-

lité d'établir un partenariat significatif entre les deux instances au titre du Cadre de coopération entre l'Algérie et l'ONU 2023-2027", a précisé la même source. Les entretiens ont également porté sur "les voies et les perspectives de renforcement de la coopération en vue de développer les capacités des composantes de la société civile en matière de protection de l'enfance et de la jeunesse dans des domaines tels que l'éducation, la santé, les technologies modernes, les médias et la communication".

ALGÉRIE-PORTUGAL

Renforcer la coopération dans le domaine de la santé

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu l'ambassadeur du Portugal en Algérie, Luiz de Albuquerque Veloso, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans l'intérêt des deux pays, indique mardi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui a eu lieu lundi, les deux parties "ont passé en revue l'état des relations bilatérales et les moyens de les hisser à des niveaux supérieurs dans l'intérêt des deux pays", outre "les modalités de relance du memorandum d'entente signé en 2018",

précise le communiqué. A cette occasion, M. Saihi s'est félicité du "niveau des relations bilatérales privilégiées entre les deux pays", formant le souhait de "hisser la coopération bilatérale à des niveaux supérieurs dans plusieurs domaines, notamment la formation à travers l'échange de connaissances et d'expertises, le jumelage entre hôpitaux des deux pays et la prévention". Le ministre a proposé, dans ce sens, "d'autres domaines de coopération via l'investissement portugais en Algérie à travers la création d'une zone d'activité pour les

entreprises portugaises activant dans le domaine de la santé, notamment la production des équipements et du matériel médical". Après avoir souligné que "les autorités algériennes sont disposées à appuyer cet investissement dans plusieurs domaines du secteur", M. Saihi a mis en avant "les facilitations qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement, qui permet d'exercer cette activité aisément, d'où la forte impulsion donnée aux investissements étrangers en Algérie". Pour sa part, l'ambassadeur portugais a déclaré que son pays était "disposé

à renforcer le partenariat algéro-portugais, et ce, à travers l'organisation d'un sommet bilatéral de haut niveau et l'échange de visites pour explorer de nouvelles opportunités de coopération", soulignant "l'importance de la visite effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Portugal". Enfin, "les deux parties sont convenues de poursuivre les discussions et les concertations concernant la réalisation de plusieurs projets mutuellement bénéfiques", conclut le communiqué. R E.

CONCRÉTISATION DE L'HÔPITAL ALGERO-QATARI-ALLEMAND

La dernière étape en discussion

Le ministre de la santé, Abdelhak Saihi, a reçu, mardi, l'ambassadeur du Qatar, accompagné d'une importante délégation, pour une séance de travail portant sur la dernière étape avant lancement sur le terrain du gigantesque projet d'hôpital Algero-qatari-allemand. Selon un communiqué du ministère de la santé, la séance de travail s'est déroulée en présence des secrétaires généraux des ministères de la santé, des finances, du travail et de l'agence algérienne de l'investissement ainsi que du représentant du holding qatarie accompagné d'une équipe technique. Lors de cette réunion, les deux parties ont abordé et clarifié, selon le communiqué, toutes les questions liées à l'accord relatif au projet du nouvel hôpital, notamment celle liée à la date du début effectif des travaux de sa réalisation. A l'occasion, Saihi a souligné, la grande importance de ce projet hospitalier algéro-qatari-allemand, qui sera réalisé aux normes internationales, et qui constitue une nouvelle étape dans la concrétisation du partenariat stratégique et le renforcement des relations fraternelles entre l'Algérie et le Qatar. A rappeler que ce projet qui sera implanté dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah prendra en charge, une fois en service, toutes les chirurgies lourdes et les cas qui nécessitent le transfert des patients à l'étranger compte tenu de la technologie médicale de haute qualité et de haut niveau dont il sera doté.

Agence

RENTÉE SCOLAIRE À BORDJ BOU
ARRERIDJ

Le conseil exécutif sur le pied de guerre

Durant la période des vacances, les réunions du conseil exécutif de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, élargies aux présidents d'Assemblée Populaire Communale (APC), se sont multipliées, présidées conjointement par le wali et le secrétaire général.

Ces rencontres se sont tenues en matinée, couvrant l'ensemble de la wilaya, dans le but de se préparer pour la rentrée scolaire 2023-2024. L'objectif est d'assurer une rentrée scolaire fluide, mettant en avant la priorité de garantir un début d'année académique réussi et conforme aux attentes. Cela a impliqué la concrétisation de nombreuses initiatives, telles que l'ouverture de nouvelles écoles et cantines, ainsi que la prestation d'un service éducatif de haute qualité pour les élèves. Des étapes cruciales ont déjà été franchies en ce sens, marquées par la réhabilitation de 108 écoles primaires, pour une somme totale de 251 millions de dinars. Dans le même contexte, le secteur de l'éducation se renforce davantage, avec la création de nouvelles infrastructures, comprenant trois lycées, trois Collèges de l'Enseignement Moyen (CEM) et trois groupes scolaires. De plus, une augmentation des ressources financières a été allouée, pour faire face aux coûts des cantines scolaires, du transport des élèves et pour le remplacement du mobilier scolaire ainsi que des appareils de chauffage défectueux. Plus de 100.000 élèves bénéficieront cette année de la restauration scolaire, à travers 500 cantines, réparties dans les différentes communes de la wilaya, pour lesquelles une subvention de 108 milliards a été accordée. Aucune tolérance ne sera accordée en cas de non-respect de ces normes et directives, comme l'a souligné le premier responsable de la wilaya, lors d'une discussion avec des élus locaux. Ces derniers sont chargés de veiller au bon déroulement de la rentrée scolaire, de faciliter la tâche des directeurs d'école et des élèves et d'impliquer également les parents d'élèves, pour une amélioration constante du parcours éducatif de leurs enfants. Selon le wali, cela exige de la rigueur, de la discipline et un sens des responsabilités de la part de tous les acteurs impliqués, afin de concrétiser l'engagement collectif en faveur d'une éducation de qualité pour les élèves. Le wali a suivi attentivement la progression des opérations et a émis des directives au directeur de l'Éducation pour l'application stricte des règles régissant l'année scolaire, tant sur le plan pédagogique qu'organisationnel et matériel.

RENTÉE SCOLAIRE À CONSTANTINE

Des préparatifs tous azimuts

Des préparatifs tous azimuts sont en cours dans la wilaya de Constantine afin de réussir la rentrée scolaire 2023-2024.

Al'approche de la rentrée scolaire un plan d'action « accéléré » a été instauré par les autorités locales pour permettre la réception de l'ensemble des opérations de construction, de réhabilitation, d'équipement et de nettoyage d'établissements scolaires à travers toutes les communes, selon les services de la wilaya. à ce titre, la même source a indiqué que le secteur local de l'éducation sera renforcé à la prochaine rentrée scolaire par 10 nouveaux groupes scolaires réalisés dans les communes de Constantine, Didouche Mourad et Aïn Abid en plus de 5 nouvelles écoles primaires à la circonscription administrative Ali Mendjeli et 6 classes d'extension à Ouled Rahmoune et à la ville Ali Mendjeli et à Ibn Ziad, ainsi que 4 nouvelles cantines scolaires. Dans le palier moyen, il est prévu l'entrée en service de 5 collèges d'enseignement moyen CEM implantés à Aïn Nehas, Aïn Abid, Didouche Mourad, à la circonscription administrative Ali Mendjeli et à la localité Retba, selon les informations recueillies auprès de la même source. S'agissant du palier secondaire, la même source a fait état de l'ouverture de 2 lycées en plus de 3 salles de sport ce qui va permettre, a ajouté la même source d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves. Selon la même source, des instructions fermes ont été données récemment par le wali Abdelkhalek Sayouda à l'effet d'accélérer la cadence des travaux de réalisation au niveau des établissements non achevés encore, en appliquant le système 3 fois 8 pour être au rendez-vous. En ce qui concerne l'en-



tretien et la réhabilitation des établissements scolaires, les services de la wilaya ont rappelé qu'une enveloppe financière de l'ordre de 330 millions DA a été puisée du budget de wilaya pour la mise à niveau (réparation de l'étanchéité, peinture, rénovation de réseaux d'assainissement et renforcement du chauffage) de plusieurs écoles primaires réparties à travers les différentes communes de la wilaya. Le wali a instruit les responsables de la direction locale de l'éducation et les Assemblées populaires communales APC à l'effet de prendre toutes les mesures d'urgence nécessaires pour assurer des repas chauds dans « toutes les cantines scolaires de la wilaya ». Il a également appelé les présidents de toutes les APC à lancer et superviser l'opération d'entretien des bus de transport scolaire et de mettre en

place des commissions chargées de contrôler le bon fonctionnement de ces moyens de transport, selon la même source.

Une vaste opération de nettoyage de l'ensemble des établissements scolaires de la wilaya de Constantine a été lancée depuis le mois d'août écoulés par les services des communes en collaboration avec les éléments des travaux publics et de l'environnement, a-t-on rappelé. En concert avec les services de la wilaya, les directions locales de l'éducation et du commerce ont mis en place toutes les dispositions nécessaires pour permettre la disponibilité du manuel scolaire au profit de tous les élèves de la wilaya à travers notamment l'ouverture de points de vente de cet outil pédagogique dans toutes les communes et à la circonscription administrative Ali Mendjeli également.

SOCIÉTÉ DE GESTION DES PORTS DE PÊCHE/ANNABA

La modernisation de la grenouillère est en marche !

La plaisance amorce sa transition à Annaba. En effet, la Société de Gestion des Ports de Pêche (SGPP) a opté pour des initiatives susceptibles d'offrir un port propre, de multiplier les zones protégées et les récifs artificiels, afin de mettre l'écosystème marin à l'abri des dépassements qui ont caractérisé, des années durant, ce domaine. C'est la mission de la première responsable, directrice de la SGPP, qui veille au grain pour que la plaisance à Annaba se hisse à la hauteur de ses potentialités et concrétise ses ambitions refoulées depuis des lustres. Nadjoua Soria, directrice de la SGPP d'Annaba, affiche une volonté évidente de changer les choses. Une discussion à bâtons rompus avec cette responsable nous renseigne sur la teneur de l'effort consenti pour planter les ja-



lons du développement durable et inscrire la prospérité pérenne dans le domaine de la plaisance nautique dans la ville côtière d'Annaba. D'un ton ferme, la première responsable de la SGPP rassure. Pour elle, « le règlement assidu localement s'applique à tous les ports du pays, en matière de baux, de permis et de tarifs d'accostage ». Quant à la tarification appli-

quée, elle est issue, précise-t-elle, du cahier des tarifs de la SGPP, approuvé par le Conseil d'Administration (CA) de la société et appliqué à travers les quatorze unités. Outre l'organisation du secteur, la SGPP d'Annaba, d'un commun accord avec la direction de la Pêche et la chambre de la pêche de la wilaya, a réservé un quota de places d'amarrage.

Celles-ci sont destinées aux embarcations professionnelles de type « petits métiers » en exercice, régulièrement immatriculées et enrôlées, afin de leur permettre de travailler dans de bonnes conditions. Cependant, dans un message adressé aux gens de la mer, la même responsable a fait savoir que les quais flottants sont destinés exclusivement aux plaisanciers et qu'il est strictement interdit aux embarcations de pêche d'amarrer sans autorisation. Faute de quoi, la Marine nationale sera saisie. Elle a également engagé une opération d'investissement visant l'amélioration des capacités d'accueil des embarcations dans l'ensemble des ports nationaux qui lui sont rattachés. Ceci, en attendant de recevoir de nouvelles infrastructures d'accueil en cours de maturation par le secteur des Travaux publics.

Les BRICS, combien de divisions ?

Le groupe formé initialement par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et, depuis 2010, l'Afrique du Sud a plus que doublé en acceptant six nouveaux membres la semaine dernière. De quoi donner à ce rassemblement informel plus de poids sur la scène internationale, à condition de trouver davantage de cohérence.

L'annonce de Cyril Ramaphosa, jeudi dernier, en conférence de presse du 15e sommet des BRICS, en a surpris plus d'un. La veille, les cinq pays ne semblaient pas avoir trouvé une position commune afin d'accueillir de nouveaux candidats au sein de leur groupe. Mais après des échanges intenses, « nous nous sommes mis d'accord sur les principes, les standards, les critères et les procédures encadrant le processus d'élargissement des BRICS, qui est en discussion depuis un moment », a solennellement déclaré le président sud-africain, avant de lister les nouveaux membres admis. Avec l'entrée de l'Argentine, de l'Egypte, de l'Ethiopie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, les BRICS représenteront, à partir du 1er janvier prochain, 46 % de la population mondiale, et près du tiers du PIB de la planète. De quoi renforcer l'avènement d'un monde « multipolaire », selon le Premier ministre indien, Narendra Modi. L'alunissage très symbolique d'une fusée indienne en cours de sommet est d'ailleurs venu servir d'argument au groupe, qui veut montrer que les pays du Sud sont désormais incontournables, dans tous les secteurs. Cette décision d'élargissement « historique », selon le président chinois Xi Jinping, fait, assurément, entrer le bloc dans une nouvelle dimension, avec notamment le potentiel des pays pétroliers. Elle pourrait lui permettre d'amplifier ses demandes de remise en cause de l'ordre mondial et de refonte des instances internationales comme le Conseil de sécurité

de l'ONU et le FMI. Le message a d'ailleurs déjà eu une résonance, puisque le secrétaire général des Nations unies présent sur place a reconnu que « les structures de gouvernance globale reflètent le monde d'hier ». Antonio Guterres admet qu'« elles doivent être réformées afin de refléter les puissances et les réalités économiques d'aujourd'hui, et non celles de la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Avec l'arrivée de Riyad, qui a pris ses distances avec son allié historique américain sous l'autorité du prince héritier Mohammed ben Salmane, ainsi que l'ajout d'Abu Dhabi, les BRICS gagnent en capacité d'investissement et consolident leurs chaînes d'approvisionnement en hydrocarbures. Trois des nouveaux membres figurent, en effet, dans le Top 10 des réserves mondiales de pétrole. Les gains se font aussi sentir du côté de Moscou avec l'entrée d'un autre pays sous sanction, l'Iran, géographiquement clé pour la mise en place du corridor de transport NordSud conçu en partenariat avec l'Inde. Enfin, c'est aussi une victoire pour la Chine, qui tenait à élargir son aire d'influence, et, avec l'admission de deux pays africains, obtient davantage d'entrées sur le continent afin de développer ses nouvelles routes de la soie.

Encore tout à prouver
Mais jusqu'à présent, les résultats obtenus par les BRICS depuis leur rapprochement en 2009 tardent à se concrétiser. Leur seule réussite tangible prend la forme, depuis 2014, d'une Nouvelle Banque de développement (NDB), qui souhaite se poser en alternative face au

FMI et à la Banque mondiale, avec des prêts sans conditionnalités. Elle se heurte toutefois pour l'instant à un manque de financements. Du côté des indicateurs économiques, des dirigeants comme le Brésilien Lula se plaisent à mettre en avant le PIB par parité de pouvoir d'achat, pour indiquer que les BRICS ont dépassé le G7. Cependant, en matière de PIB nominal, et même avec l'ajout des nouveaux membres, le G7 reste bien devant, avec 43 % de la production de richesse mondiale. Les échanges intra-BRICS sont également encore très faibles, si l'on excepte la domination de la Chine. Et l'Afrique du Sud, qui recevait en parallèle du sommet le président Xi Jinping en visite d'Etat, a tenu à souligner les déséquilibres commerciaux avec son principal partenaire, qui importe principalement des matières premières et exporte des produits finis. Les désormais onze pays ont aussi des régimes politiques et des trajectoires économiques très différents les uns des autres, avec des intérêts parfois divergents qui peuvent créer des frictions. En outre, ils sont loin d'être alignés quant à leur relation avec les Etats-Unis : si l'addition de l'Iran pèse en faveur de la formation d'un bloc anti-occidental, d'autres pays, à l'image de l'Inde, du Brésil, ou encore de l'Afrique du Sud, comptent jouer sur tous les tableaux et maintenir leurs bonnes relations avec Washington, ne se voyant pas comme des adversaires vis-à-vis des puissances occidentales. Toutes ces différences pourraient rendre la prise de décision compliquée, surtout si ces partenaires conservent la règle du consensus qui pré-

vaut jusqu'à présent.
Nouveaux instruments de paiement
L'intention d'alléger le poids du dollar, autre point discuté lors du sommet et qui a pu guider la sélection de ces six nouveaux pays, doit, elle aussi, encore se concrétiser. L'idée de créer une monnaie commune au bloc s'est progressivement effacée, pour laisser place à la volonté d'échanger en monnaies locales et de construire de nouveaux instruments de paiement. De premiers changements ont déjà été observés, avec, par exemple, le Brésil et l'Argentine, qui privilégient le yuan pour régler leurs importations avec la Chine, tout comme la Russie et l'Iran sous sanctions américaines. L'entrée de l'Arabie saoudite pourrait, de plus, remettre en question l'utilisation des pétrodollars. Mais le billet vert a cependant encore de beaux jours devant lui, tandis que le yuan représente pour l'heure moins de 5 % des échanges mondiaux. Le président Cyril Ramaphosa a, par ailleurs, insisté sur le fait que cet élargissement ne constitue qu'une « première phase » et que le groupe pourrait continuer à s'agrandir. Il faudra en tout cas compter sur les BRICS ces prochaines années, alors que le sommet du G20, organisé par l'Inde dans une semaine, sera accueilli l'année suivante par le Brésil, puis par l'Afrique du Sud en 2025. Quant au prochain sommet des BRICS, il est prévu en octobre 2024 en Russie, où le président Vladimir Poutine, cette fois-ci en personne, pourra tenter une nouvelle fois de gagner du soutien au sein de ce groupe désormais très hétéroclite.

Les Echos

L'Europe doit gagner la course à l'IA générative

L'essor des IA génératives promet de bouleverser l'économie. La raison ? Une amélioration beaucoup plus rapide que prévu de la technologie. Un exemple : alors qu'en novembre dernier, les principaux examens des universités américaines présentaient encore des défis pour GPT-3.5, GPT-4 se classe d'emblée dans le premier quartile des candidats. Les résultats sont si spectaculaires que le secteur a attiré un volume considérable de capitaux. Entre 2017 et 2022, les investissements mondiaux dans les IA génératives ont été multipliés par quarante tandis que ceux dans l'IA en général étaient multipliés par quatre seulement. Cela a eu pour effet d'avancer de dix ans toutes les modélisations d'impact faites sur l'IA. Selon nos modèles, l'IA générative a le potentiel de générer, chaque année, une richesse supplémentaire comprise entre 2.600 et 4.400 milliards de dollars, soit davantage que le PIB de la Grande-Bretagne.
Disponibles en open source depuis 2017,

ces technologies n'ont pas d'autres barrières à l'entrée aujourd'hui que leurs coûts d'exploitation. Les premiers arrivés prendront donc une réelle longueur d'avance. La France et l'Europe ne doivent pas laisser passer leur chance, comme ce fut le cas pour d'autres révolutions technologiques. Le retard technologique de l'Europe et de la France constituerait un risque considérable s'il devait perdurer et s'amplifier. Nous estimons au contraire que de combler l'écart dans les 10 technologies clés, dont l'IA, représente un enjeu de 2.000 à 4.000 milliards d'euros en termes de valeur ajoutée annuelle additionnelle d'ici à 2040. La France est pourtant bien représentée dans le domaine de la recherche en intelligence artificielle. L'Inria, l'Institut Polytechnique de Paris, le CNRS ou encore l'Université de Paris-Saclay disposent d'équipes très actives dans ce domaine. Les chercheurs français participent à des conférences de premier plan, publient régulièrement des articles dans des revues scientifiques réputées et contribuent aux

avancées de l'IA générative. Cependant, les Etats-Unis creusent l'écart en matière d'investissements : les sociétés d'IA qui y sont basées ont amassé environ 8 milliards de dollars entre 2020 et 2022, soit 75 % du total des investissements. Tout cela milite pour que l'Europe regroupe ses forces sur ce sujet. Pour cela, il faudra renforcer, à l'échelle européenne, la capacité d'investissement, la vitesse d'adoption et la capacité à travailler de manière collective au sein de l'écosystème de l'IA afin de concurrencer les Etats-Unis ou même l'Asie. Des changements structurels sont sans nul doute indispensables pour créer un cadre plus favorable à l'éclosion comme à la diffusion de cette technologie de rupture. Sur ce point, le Conseil européen pour la recherche nucléaire (CERN), créé en 1952 par onze gouvernements européens avec le soutien de l'Unesco, est un exemple inspirant. Il fait intervenir un large éventail d'acteurs pour assurer le bon fonctionnement de ses activités de recherche et de ses projets : des chercheurs et des scientifiques

; des ingénieurs responsables de la conception, de la construction, de la maintenance et de l'amélioration des installations ; des techniciens pour l'assemblage, l'installation et la maintenance des équipements ; les Etats membres participant à la gouvernance de l'organisation et contribuant financièrement à ses activités ; des partenaires industriels pour la fabrication d'équipements spécialisés. L'une des pistes pour guider la compétitivité de l'économie européenne dans le futur serait de s'inspirer de ce modèle, en imaginant un Conseil pour la recherche en IA (CRIA). Celui-ci consisterait en un grand réseau pour faire se rencontrer les meilleurs membres de l'écosystème de l'IA et favoriser une concentration importante des investissements vers un projet de recherche européen connectant tous les centres existants dans l'optique de gagner la course à l'IA. Par Eric Hazan et Stéphane Bout, directeurs associés senior à McKinsey & Company

source : Les Echos

EMIRATS ARABES UNIS

4,5 milliards de dollars d'investissements pour les énergies propres en Afrique

Les Émirats arabes unis ont annoncé mardi 4,5 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros) d'investissements dans les énergies propres en Afrique, lors d'un sommet sur le climat visant notamment à attirer sur le continent des financements pour lutter contre le réchauffement climatique. «Nous allons déployer 4,5 milliards de dollars (...) pour lancer un pipeline de projets rentables d'énergie propre sur ce continent très important», a déclaré dans un discours Sultan Al Jaber, qui dirige la société gouvernementale d'énergies renouvelables Masdar, le géant pétrolier émirati ADNOC et qui présidera également les négociations de la prochaine COP28 à Dubaï en fin d'année. «Si l'Afrique perd, nous perdons tous», a prévenu Sultan Al Jaber, qui est également ministre de l'Industrie et des Technologies des Émirats arabes unis. Cet investissement vise à «développer 15 GW (gigawatts) d'énergie propre d'ici 2030» et à «catalyser au moins 12,5 milliards de dollars (11,6 milliards d'euros, ndlr) supplémentaires provenant de sources multilatérales, publiques et privées». En 2022, la capacité de production d'énergies renouvelables du continent était de 56 gigawatts, selon l'Agence internationale des énergies renouvelables. Cette annonce été faite lors du premier Sommet africain sur le climat qui se tient dans la capitale kényane Nairobi visant à promouvoir le potentiel de l'Afrique pour les énergies propres. En ouverture de ce sommet historique, le président kényan avait estimé que l'Afrique a une «opportunité sans équivalent» de se développer en participant à la lutte contre le réchauffement climatique, mais qu'elle avait besoin d'investissements internationaux massifs. Le sommet de Nairobi vise également à établir une vision continentale commune sur le climat en vue des prochaines négociations climatiques internationales, qui culmineront avec une bataille annoncée sur la fin des énergies fossiles à la COP28 à Dubaï de fin novembre à début décembre.

TUNISIE

Vers la révision de l'accord de libre-échange avec la Turquie

Le ministère du Commerce et du développement des exportations œuvre à la révision des dispositions de l'accord de libre-échange avec la Turquie afin d'alléger le déficit de la balance commerciale avec ce pays.

Le ministère envisage dans ce cadre, d'élargir la liste des produits exclus du régime privilégié, notamment, les produits similaires fabriqués sur le marché local et les industries qui affrontent des difficultés à cause de l'intensification des importations turques. Le ministère rappelle, dans un document rendu public ce week-end, que d'autres mesures de défense commerciale sont activées à la demande de l'industrie nationale affectée par des pratiques déloyales à l'importation ou par des importations massives, outre la défense des exportations qui vise à affronter la tendance protectionniste croissante prise par de nombreux pays.

Rationalisation des importations

Il s'agit entre autres d'imposer des taxes protectionnistes pour fournir des res-

sources supplémentaires au trésor public et de mettre en place une plateforme d'enregistrement des exportateurs étrangers autorisés à exporter leurs produits vers le marché tunisien, et ce, en coordination avec les structures concernées. Pour certains produits, des conditions techniques et des frais d'inscription seront imposés aux exportateurs souhaitant accéder au marché tunisien, selon la même source.

Afin de lutter contre le phénomène d'importation anarchique, le ministère a également, rappelé qu'un système de contrôle préalable à l'importation des produits de consommation a été mis en œuvre outre le contrôle des demandes de domiciliation de titre de Commerce Extérieur pour l'importation de ces produits. Il a fait savoir que le contrôle de l'origine des produits a été renforcé pour lutter contre la manipulation de l'origine

pratiquée par certains exportateurs pour bénéficier du régime privilégié, outre la lutte contre les fausses déclarations de valeur des marchandises pour favoriser la mobilisation de ressources.

Développement des exportations

S'agissant du développement des exportations, la même source a fait savoir que le taux d'avancement de la numérisation des procédures du commerce extérieur a atteint plus de 50%. Cette numérisation engagée avec les structures intervenantes, comprend 70 procédures bancaires et douanières, de transport et de contrôle technique à l'exportation et à l'importation. Ces procédures digitalisées devraient être généralisées dans tous les ports et une unité de gestion par objectifs pour la numérisation et la simplification des mesures de commerce extérieur est en cours de création.

LIBAN

La normalisation de la crise ne mène pas à la stabilisation

L'évolution de l'économie libanaise a continué de se contracter en 2022, bien que moins rapidement que les années précédentes. Ce ralentissement du rythme de contraction économique observé en 2022 est essentiellement dû à un effet de base (qualifié de ralentissement technique de la contraction économique). Après une contraction du PIB de 37,2 % cumulée sur une période de quatre ans (2018-2021), le PIB réel aurait, selon les estimations, diminué de 2,6 % en 2022. Établi par la banque BLOM-INVEST pour le Liban, l'indice des directeurs des achats, qui évalue l'activité du secteur privé, s'est légèrement amélioré pour atteindre 48,4 en 2022 contre 46 en moyenne en 2021, mais indique néanmoins une contraction de l'activité (<50). L'augmentation du nombre de touristes entrant dans le pays (qui a augmenté de 57 % durant les 8 premiers mois de l'année 2022) est une évolution positive. L'accroissement du déficit du compte courant (voir ci-après) et l'existence d'un déséquilibre structurel persistant continuent néanmoins d'assombrir les perspectives de

croissance. Le solde budgétaire global devrait, selon les estimations, être faiblement excédentaire (0,3 % du PIB en 2022, contre 1 % du PIB en 2021).

Toujours selon les estimations, les recettes seraient tombées par rapport au niveau déjà peu élevé de 13,1 % du PIB en 2020 à 6,0 % du PIB en 2022, soit l'un des taux les plus faibles observés à l'échelle mondiale. Cette évolution a été plus que contrebalancée par une baisse plus importante du volume total des dépenses, qui a été ramené de 16,4 % du PIB en 2020 à leur niveau le plus faible jamais enregistré de 5,7 % du PIB en 2022. Fait plus révélateur, les dépenses totales ont chuté de 17,6 milliards de dollars en 2018 (avant la crise) à 1,2 milliard de dollars en 2022, ce qui témoigne d'un rétrécissement considérable de l'action publique dans le contexte d'une crise sans précédent. La livre libanaise continue de se déprécier fortement par suite de l'absence de stabilisation économique. En février 2023, la monnaie avait perdu plus de 98 % de sa valeur d'avant la crise.

Malgré les interventions menées par la

banque centrale (Banque du Liban) sur le marché des changes depuis décembre 2021 dans le but de stabiliser le cours du billet de banque en dollars (c'est-à-dire le cours du billet par rapport au cours du marché parallèle) au moyen de ses réserves brutes, ce cours s'est établi en moyenne à 31 102 livres libanaises pour un dollar en 2022. Il se dégrade depuis le début de 2023 puisqu'il a dépassé 140 000 livres libanaises pour un dollar dans un contexte caractérisé par la montée des tensions, des grèves bancaires et une diminution relative du nombre d'interventions de la Banque du Liban sur le marché des changes. Le pays continue d'avoir un régime de taux de change multiples qui donne lieu à l'application de toute une série de taux de change différents pour l'achat et la vente de devises, la fixation des droits d'importation et d'autres tarifs et la tenue des comptes internes ; ce système se solde par l'apparition de distorsions économiques, la présentation de comptes inexacts et la création de possibilités de recherche de rente.

EGYPTE

L'autrichien Kronospan prévoit d'investir 50 millions \$ dans une usine de panneaux de bois

Le groupe ambitionne de répondre aux besoins du marché local, avant de commencer à exporter une partie de sa production vers plusieurs marchés africains dans une étape ultérieure. L'Autorité égyptienne de développement industriel (IDA) a annoncé, dans un communiqué publié samedi 2 septembre, que le groupe autrichien Kronospan envisage de

construire une usine de panneaux de bois en Egypte pour un investissement de 50 millions de dollars. L'IDA a également indiqué que Kronospan souhaite implanter cette usine sur une superficie de 100 000 m2, indiquant qu'elle étudiait la possibilité de lui attribuer un terrain dans la ville du 10 Ramadan (64 km au nord-est du Caire) ou à Sadat City (100 km à l'ouest du

Caire). Le président de l'Autorité, Mohamed Abdel Karim, a d'autre part précisé que le groupe autrichien vise à satisfaire les besoins du marché local et à exporter une partie de sa production vers plusieurs marchés africains dans une étape ultérieure. La directrice générale de Kronospan, Oana Bodea, a indiqué, de son côté, que son

groupe a choisi d'investir en Egypte après avoir effectué des études de marché approfondies et étudié le climat d'investissement dans le pays. Fondé en 1897, Kronospan opère essentiellement dans la production de panneaux de bois, de revêtements de sol et de panneaux de fibres MDF. Le groupe possède 39 sites industriels et emploie plus de 18 000 personnes à travers le monde.

LE PRÉSIDENT KENYAN ET LE PATRON DE BAD L’ONT SOULIGNÉ

«La jeunesse africaine est le plus grand atout du continent et du monde»

Des centaines de jeunes de toute l'Afrique demandent à jouer un rôle important dans la prise de décisions en matière d'action climatique. Leur déclaration a été le point culminant de l'Assemblée des jeunes africains sur le climat qui s'est tenue à Nairobi du 1er au 3 septembre.

Entrepreneurs, jeunes leaders et décideurs politiques ont présenté la Déclaration de l'Assemblée de la jeunesse africaine sur le climat au président du Kenya, William Ruto, et au président du Groupe de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina. Les jeunes préconisent de créer rapidement une banque verte mondiale et d'élaborer un nouveau pacte financier mondial, afin de leur donner la priorité et de protéger leurs intérêts dans le financement de la lutte contre les changements climatiques. Les délégués ont également demandé de créer un bureau de l'ONU pour la jeunesse qui serait basé en Afrique, le continent qui compte le plus grand nombre de jeunes sur la planète. Répondant aux jeunes, le président Ruto et le patron de la Banque africaine de développement ont reconnu que la jeunesse africaine était le plus grand atout de l'Afrique et du monde entier. Ils ont loué son dynamisme et son sens de l'innovation. M. Ruto et M. Adesina ont soutenu la demande des jeunes d'être plus impliqués dans la définition des politiques climatiques nationales et

internationales. Les deux dirigeants ont répondu aux questions des jeunes lors d'une session de deux heures animée par Elizabeth Watuthi, coordinatrice principale de l'Assemblée de la jeunesse africaine sur le climat. Un large éventail de sujets ont été évoqués, notamment l'accès des jeunes au financement, la transition énergétique de l'Afrique, le sort des millions de personnes déplacées en raison des effets des changements climatiques et la mobilisation des ressources pour le développement durable. Le président Ruto a souligné l'importance d'investir dans la jeunesse et a mis en avant le potentiel agricole de l'Afrique en raison de ses vastes terres non cultivées (65 % du total mondial), ce qui, selon lui, pourrait favoriser la création d'emplois et stimuler la richesse. M. Ruto a mis en avant l'initiative de son gouvernement visant à créer des villes intelligentes pour lutter contre les établissements humains non durables et réduire la pollution, dans le but de favoriser un développement durable sur le plan de l'environnement. L'une des façons d'investir dans les jeunes est de leur donner une éducation et des

compétences de qualité pour les aider à relever les défis futurs, a souligné M. Ruto. Il a indiqué que son gouvernement avait consacré à l'éducation le budget le plus important de l'histoire du pays, - 630 milliards de KES (environ 433 millions de dollars) -, ce qui représente plus de 27 % du budget annuel. Faisant écho au président Ruto, M. Adesina a souligné la nature cruciale de l'investissement dans la jeunesse pour favoriser la croissance et la stabilité sur le continent. « Le plus grand risque sur ce continent est de ne pas investir dans la jeunesse », a lancé M. Adesina, ajoutant que « les jeunes ont besoin d'investissements, pas d'être responsabilisés ». Pour illustrer ce propos, M. Adesina a indiqué que la Banque africaine de développement avait mis en place la stratégie « Des emplois pour les jeunes » afin de créer 25 millions d'emplois. « Jusqu'à présent, nous avons créé quinze millions d'emplois : dix millions dans le secteur formel et cinq millions dans le secteur informel. »

LE PORTE-PAROLE DU PRÉSIDENT L'A ANNONCÉ : **Le Nigeria envisage de présenter une demande d'adhésion au G20**

Le président nigérian participera au prochain Sommet du G20 qui se tiendra en Inde afin de « promouvoir » l'adhésion de son pays au forum de coopération économique internationale. Le Nigeria envisage de présenter une demande d'adhésion au groupe des vingt plus grandes économies de la planète (G20) après l'achèvement de consultations visant à évaluer les avantages et les risques d'une telle démarche, a annoncé le porte-parole de la présidence nigériane, Ajuri Ngelale, dimanche 3 septembre. « Bien que l'adhésion du Nigeria au G20 soit souhaitable, le gouvernement a entamé de vastes consultations en vue d'évaluer les avantages et les risques de cette adhésion », a-t-il souligné dans un communiqué. M. Ngelale a également indiqué que le président Bola Tinubu participera au prochain Sommet du G20 qui se tiendra les 9 et 10 septembre prochains en Inde, à l'invitation du Premier ministre Narendra Modi, afin de « promouvoir l'objectif d'adhésion du Nigeria ». Le G20 est un forum économique international réunissant les 20 plus grandes puissances de la planète (19 pays plus l'Union européenne). Ses membres représentent environ 80 % du PIB mondial, 60 % de la population de la planète et 75 % du commerce à l'échelle internationale. L'Afrique du Sud est jusqu'ici le seul membre permanent du G20 issu du continent africain.

INDUSTRIE AVICOLE D'AFRIQUE DE L'OUEST

Seulement 26% de la demande satisfaite

En 2021, l'industrie avicole d'Afrique de l'Ouest a fourni seulement 26% de sa demande en viande de poulet. La production locale augmente deux fois moins vite que les importations. Plusieurs raisons à cela. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, les filières avicoles locales peinent à satisfaire la demande vigoureuse de viande de poulet en raison notamment des importations à bas prix provenant de pays occidentaux qui subventionnent les éleveurs, des coûts de production élevés et de l'absence de transformation de la production locale, selon un rapport publié en juin dernier par Ecofin

Pro, la plateforme de l'agence Ecofin dédiée aux professionnels de plusieurs secteurs. Intitulé « La viande de poulet en Afrique de l'Ouest : le long chemin vers l'autosuffisance », le rapport précise que la production de viande de poulet fraîche ou réfrigérée a atteint environ 903 000 tonnes à l'échelle régionale en 2021, ce qui représente 26% de l'offre totale des viandes. La production de la viande de poulet, qui constitue la source de protéines animales privilégiée dans toutes les couches de la population aussi bien en milieu urbain que rural dans la région, a affiché un

taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 3,3%, sur la période 2011-2021 soit le 3ème taux de croissance le plus élevé du continent après l'Afrique du Nord (6,57%) et l'Afrique orientale (4,79%). Les principaux producteurs en Afrique de l'Ouest sont le Nigeria, le Burkina Faso, le Sénégal, le Ghana et la Côte d'Ivoire. La production de la région a cependant évolué à un rythme moindre par rapport à la vigueur de la consommation tirée par le boom démographique et l'urbanisation galopante. Ce déficit de l'offre a entraîné une forte hausse des importations de-

puis l'Union européenne, les États-Unis et l'Amérique du Sud (Brésil principalement), propulsant la région au rang de premier marché d'importation de viande de poulet sur le continent africain. D'après les données de l'annuaire statistique de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAOstat), le volume des importations a plus que doublé entre 2011 et 2021 passant d'environ 333 500 tonnes à 670 000 tonnes. Ainsi, le TCAM des importations en volume s'est établi à 7,21% entre 2011 et 2021, soit plus du double du taux d'évolution de la production sur la période.

AFRIQUE DE L'OUEST

La vente de médicaments contrefaits dépasse le trafic du pétrole et de la cocaïne réunis

Selon l'OMS, un produit médical sur 10 vendus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est « de qualité inférieure ou bien falsifié » et près de 50% des contrefaçons signalées viennent d'Afrique. Un nouveau rapport indique que ce phénomène prend de l'ampleur dans la zone CEDEAO. La vente des médicaments de contrefaçon en Afrique de l'Ouest atteint environ un milliard de dollars américains, soit un montant supérieur à la valeur du trafic du pétrole brut et de la cocaïne réunis. C'est ce que révèle un nouveau rapport de la CEDEAO paru en août 2023 et qui cite des données de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Selon le document intitulé « Le trafic illicite de produits médicaux en Afrique de l'Ouest », les produits médicaux illicites représentent actuellement entre 20 et 60 % du marché officiel pour l'ensemble de la région. Dans des pays comme la Guinée et le Burkina Faso, ce pourcentage grimpe jusqu'à 80%.

Burkina Faso et Guinée, plaques tournantes

Pour les auteurs du rapport, Flore Berger et Mouhamadou Kane, plusieurs facteurs peuvent expliquer l'expansion de ce marché, y compris la corruption et l'insécurité. « La violence et l'instabilité au Burkina Faso ont contribué à une forte

expansion du marché, et ses frontières poreuses sont devenues, aux côtés du port maritime de Conakry, en Guinée, les principaux itinéraires de contrebande », ont-ils déclaré. Ils ont aussi souligné l'implication des organisations criminelles dans le trafic. On peut lire dans le document que la faiblesse des cadres réglementaires de ces pays a rendu le secteur très vulnérable à la corruption, « les autorités de l'État et les travailleurs médicaux aidant même, dans certains cas, les produits de contrefaçon à atteindre directement les distributeurs et les détaillants ». En ce qui concerne le stade de production, les auteurs des circuits d'approvisionnement illicite ont

par exemple décrit des situations où « les importateurs illicites au Burkina Faso et en Guinée effectuaient des commandes directes auprès de laboratoires légaux (et illicégaux) en Inde, à qui ils demandaient de produire X quantités d'un produit médical Y, souvent avec un dosage moindre du principe actif pour réduire les coûts ». Pour ce qui est des autres points de la chaîne, les scénarios décrits révèlent parfois l'implication d'agents travaillant chez les distributeurs officiels, des pharmaciens, des vendeurs de dépôts privés, ou encore des fonctionnaires d'Etat et des personnes corrompues du secteur de la santé.

BOURSE ZURICH

Les indices englués dans le rouge, Partners Group décolle

La Bourse suisse restait engluée dans le rouge mardi, au lendemain d'un jour férié aux Etats-Unis. Le SMI oscillait autour de la barre symbolique des 11'000 points. La séance est animée par la publication de résultats semestriels de quelques sociétés, en particulier ceux de Partners Group.

Les marchés actions ont dérivé à la baisse en Europe mardi, entraînés par les inquiétudes macroéconomiques en provenance de la Chine, tandis que les contrats à terme américains pointent également vers une ouverture baissière", a commenté Pierre Veyret, analyste chez Activtrades. "Les mauvaises données PMI de la Chine mettent en évidence la fragilité de la deuxième plus grande économie du monde, ébranlant sérieusement les espoirs d'une reprise dans la région", a-t-il ajouté. En Chine, l'activité dans les services a en effet progressé à un rythme moins soutenu en août, dans un contexte d'essoufflement de la reprise post-Covid. Les nouvelles macroéconomiques n'étaient pas meilleures au Japon, où la consommation des ménages a fondu de 5% en juillet sur un an en termes réels. En France, l'activité du secteur privé en France a poursuivi son repli en août, plom-

bée par une contraction tant de l'activité manufacturière que des services. Vers 10h55, le SMI lâchait 0,45% à 11'003,4 points, le SLI 0,29% à 1738,62 points et le SPI 0,41% à 14'516,12 points. Sur les trente valeurs vedettes, sept seulement étaient dans le vert, et le reste dans le rouge. Lundi soir, l'indice vedette avait fini en baisse de 0,19%. Partners Group (+5,9%) était en tête du classement provisoire. Le spécialiste du placement privé a enregistré une progression de ses résultats au premier semestre, qui se sont révélés pour la plupart supérieurs aux prévisions du consensus AWP. L'entreprise a confirmé en partie ses objectifs pour l'ensemble de l'exercice en cours. Roche (-1,2%) chutait après un abaissement de recommandation par Berenberg à Hold, après Buy, au motif que le potentiel à la hausse est limité pour le cours. Les deux autres poids lourds de la cote, Novartis et Nestlé lâchaient respectivement

0,4% et 0,5%. Les assureurs Swiss Re (+1,0%), Swiss Life (+0,3%) et Zurich Insurance (+0,2%) étaient dans le vert, tout comme Alcon (+0,3%), Lonza (+0,2%) et VAT Group (+0,1%). Tous les autres titres se paraient de rouge, AMS et Sika (chacun -2,0%) et Richemont (-1,7%) essuyant les plus fortes pertes. Sur le marché élargi, Accelleron (-0,7%) avait effacé ses gains du début de séance. L'ex-entité d'ABB a pourtant vu ses ventes et la rentabilité opérationnelle accélérer sur les six premiers mois de l'année. L'énergéticien bernois BKW (+2,3%) a de

son côté relevé ses ambitions après un semestre fructueux. Il a profité sur les six premiers mois de l'année de prix avantageux sur le marché de courant de gros et d'une contribution massive des fonds de désaffectation et de gestion des déchets nucléaires. L'assureur Helvetia (+0,2%) va se rapprocher du portail de services financiers Moneypark avec l'objectif d'augmenter "nettement" les volumes hypothécaires et d'offrir des services croisés. Cette opération va se solder par des synergies de coûts et jusqu'à 30 postes supprimés.

PARIS

Ambiance maussade après des PMI décevants

La bourse de Paris poursuit sa consolidation et cède près de 0,8%, autour des 7210 points, alors que 38 des 40 valeurs du CAC sont en rouge. Il faut dire que les derniers chiffres des PMI se sont pas réjouissants: dans l'Hexagone, l'indice HCOB PMI composite de l'activité globale signale une troisième baisse mensuelle consécutive du secteur privé, passant de 46,6 en juillet à 46 en août. Il indique le plus fort taux de contraction depuis novembre 2020, l'activité ayant reculé à un rythme soutenu tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services, ce dernier ayant vu son indice s'établir à un plus bas depuis février 2021. Au niveau du secteur privé français, le volume global des nouvelles affaires a enregistré son plus fort recul mensuel depuis 33 mois, et l'enquête n'a mis en évidence qu'une faible progression de l'emploi en août. Dans la zone euro, l'indice PMI composite HCOB de l'activité globale a signalé la plus forte contraction de l'économie de la depuis novembre 2020, et, en dehors des sommets atteints lors de la pandémie de Covid-19, depuis mars 2013. L'indice est passé de 48,6 en juillet à 46,7 en août. Par ailleurs, le sentiment de marché reste toujours affecté par de nombreuses incertitudes, notamment en ce qui concerne la transmission des chocs passés, à commencer par les effets des récents relèvements de taux d'intérêt. 'L'inflation semble avoir été jusqu'à récemment la principale source d'incertitude mais, à terme, la croissance économique devrait prendre le relais, l'attention se déplaçant désormais vers l'impact différé des hausses de taux directeurs passées', rappelle-t-on chez BNP Paribas. Les autres statistiques prévues d'ici à la

fin de la semaine, tout particulièrement celles en provenance de l'industrie allemande, devraient également mettre en avant la perte de vitesse sur le Vieux Continent en ce début de troisième trimestre. 'Cela ne devrait pas empêcher les indices de poursuivre leur progression, car malgré le rebond avorté de la Chine, la récession de certains pays de la zone, dont l'Allemagne ou encore l'inflation encore très élevée, les indices restent tous proches de leurs plus hauts historiques', assure toutefois Vincent Boy, analyste marchés chez IG France. Wall Street rouvrira pour sa part aujourd'hui après une journée fériée lundi et toute la question est de savoir si les marchés d'actions américains peuvent eux aussi poursuivre leur rebond. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Air France-KLM et Airbus annoncent être entrés en négociations exclusives en vue d'établir une co-entreprise pour la fourniture au niveau mondial de services de maintenance des équipements de l'Airbus A350. Eutelsat Communications annonce un nouveau partenariat stratégique avec la société de gestion Karista, partenariat par lequel l'opérateur de satellites devient un nouveau souscripteur au sein de son fonds dédié à la spacetech. Renault Group annonce déployer, pour la deuxième année, son opération d'actionnariat salarié Renaulution Shareplan, dans le cadre de son objectif de faire passer la part de capital détenu par les salariés de 4,7% à l'issue de l'opération de 2022 à 10% d'ici 2030. Enfin, Thales annonce aujourd'hui un partenariat dans la cybersécurité avec Kyndryl, présenté comme le premier fournisseur mondial de services d'infrastructure informatique.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Septembre 2023					
Valeur : 06 Septembre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.5972	136.6122
1	EUR	EURO		147.5113	147.5822
1	GBP	POUND STERLING		172.4277	172.4902
100	JPY	JAPANESE YEN		93.4126	93.4292
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7990	18.8029
1	CHF	SWISS FRANC		154.5567	154.6436
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.4982	100.5463
1	DKK	DANISH KRONE		19.7987	19.8029
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4117	12.4180
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8500	12.8563
1	AED	UAE DIRHAM		37.1875	37.1946
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.4143	36.4202
1	KWD	KUWAITI DINAR		442.9222	443.1145
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.6108	44.0491
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4348	13.4363
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1545	28.2987
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6051	3.6055
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.6809	181.6809

DANS UN CONTEXTE DE PRUDENCE

L'Europe ouvre en berne

Les Bourses européennes reculent nettement mardi dans les premiers échanges après des données montrant que le ralentissement se poursuit en Chine, et avant la publication d'indicateurs PMI en Europe. À Paris, le CAC 40 recule de 0,87% à 7.216,1 points vers 07h30 GMT. À Francfort, le Dax cède 0,56%, contre 0,52% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 abandonne 0,52%, l'EuroStoxx 50 0,63% et le Stoxx 600 0,53%.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street dans le rouge, le Dow Jones déclinant de 0,32%, contre 0,28% pour le Standard & Poor's 500 et 0,2% pour le Nasdaq. Les données d'activité Caixin publiées mardi ont montré que l'activité des services en Chine avait progressé à son plus faible rythme en huit mois, sous les attentes du consensus, une indication que les mesures de soutien mises en place sont insuffisantes pour stimuler une demande en dé-

clin.Par ailleurs, les marchés européens évoluent avec prudence, focalisés sur la publication des indicateurs PMI services et composites définitifs à partir de 07h50 GMT, et qui devraient confirmer la contraction de l'activité européenne en août. Aux valeurs, Crédit Agricole perd 3,30% après que Goldman Sachs a abaissé sa recommandation de "neutre" à "vendre", tandis que Commerzbank abandonne 3,95% après que Barclays a baissé sa recommandation d'"acheter" à "conserver".

APRÈS UN INDICATEUR DÉCEVANT EN CHINE

Le dollar, valeur refuge, grimpe

Le dollar américain grimpait mardi face à l'euro et la livre britannique, profitant de son statut de valeur refuge et de l'aversion pour le risque des investisseurs après un indicateur chinois décevant, qui pèse cependant fortement sur le dollar australien.

Vers 09H00 GMT (11H00 à Paris), le billet vert prenait 0,43% à 1,0749 dollar pour un euro et 0,72% face à la livre à 1,2535 dollar pour une livre. L'activité dans les services en Chine a progressé à un rythme moins soutenu en août, s'établissant à 51,8 points le mois dernier contre 54,1 en juillet, dans un contexte d'essoufflement de la reprise post-Covid dans la deuxième économie mondiale, selon un indice indépendant publié mardi. Ces "données PMI décevantes ont mis en lumière les difficultés de l'économie

chinoise et le manque d'impact des mesures de relance déployées par Pékin (pour) relancer la croissance", commente Ricardo Evangelista, analyste chez ActivTrades. "Les inquiétudes grandissent quant à l'effet domino que les problèmes de la Chine pourraient avoir sur le reste de l'économie mondiale", et dopent ainsi la demande en dollar, valeur refuge. En Australie cependant, "la chute brutale de l'indice PMI des services chinois la nuit dernière a ravivé les inquiétudes" quant à l'économie du pays, la Chine étant "le principal partenaire commercial de l'Australie", explique James

Harte, de TickMill. La devise australienne cédait 1,30% à 1,5681 dollar australien pour un dollar américain, aussi lestée par la décision mardi de la banque centrale australienne (RBA) de laisser son taux directeur inchangé, à 4,10%. Cette décision "a renforcé les attentes du marché selon lesquelles la RBA a atteint la fin de son cycle de hausse", explique Lee Hardman, analyste chez MUFG. L'institution a toutefois fait savoir qu'elle pourrait procéder à un nouveau resserrement monétaire si elle l'estime nécessaire.

FRANCE

L'activité du secteur privé toujours en baisse en août selon l'indice PMI

L'activité du secteur privé en France a poursuivi son repli en août, plombée par une contraction tant de l'activité manufacturière que des services, selon l'indice PMI composite publié mardi par S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCBO). Cet indice, qui compare le volume d'activité à celui du mois précédent, s'est établi à 46 en août, contre 46,6 en juillet, signant sa troisième baisse consécutive et son «plus fort taux de contraction» en presque trois ans, a indiqué S&P dans un communiqué. L'indice a été révisé à la baisse après une

première estimation publiée fin août à 46,6. Une valeur inférieure à 50 signale une contraction de l'activité, et une valeur supérieure une expansion. Pénalisé par la faiblesse de la demande, le volume des nouvelles affaires s'est inscrit en baisse, «enregistrant son plus fort recul mensuel depuis 33 mois», d'après la même source. L'emploi du secteur privé a progressé faiblement en août, tandis que l'inflation a marqué le pas. Dans les services, la contraction de l'activité s'est accélérée pour atteindre son rythme «le plus marqué» depuis février 2021, passant de 47,1 en juillet à 46 en août. Le volume des nouvelles affaires en

également en forte baisse, tandis que le marché de l'emploi s'essouffle et que les salaires augmentent. «Les prestataires de services français ont attribué ce net affaiblissement de la demande à une conjoncture défavorable et à l'impact négatif de la hausse des taux d'intérêt sur la demande clients, signalant une réduction des budgets, tant chez les entreprises que chez les consommateurs», a détaillé le cabinet S&P. Déjà publié le 1er septembre, l'indicateur mesurant l'activité manufacturière s'est établi à 46 en août, contre 45,1 en juillet. Soit le septième mois consécutif de contraction.

FRANCE

L'activité du secteur privé toujours en baisse en août selon l'indice PMI

L'activité du secteur privé en France a poursuivi son repli en août, plombée par une contraction tant de l'activité manufacturière que des services, selon l'indice PMI composite publié mardi par S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCBO). Cet indice, qui compare le volume d'activité à celui du mois précédent, s'est établi à 46 en août, contre 46,6 en juillet, signant sa troisième baisse consécutive et son «plus fort taux de contraction» en presque trois ans, a indiqué S&P dans un communiqué. L'indice a été révisé à la baisse après une première estimation publiée fin août à 46,6. Une valeur inférieure à 50 signale une contraction de l'activité, et une valeur supérieure une expansion. Pénalisé par la faiblesse de la demande, le volume des nouvelles affaires s'est inscrit en baisse, «enregistrant son plus fort recul mensuel depuis 33 mois», d'après la même source. L'emploi du secteur privé a progressé faiblement en août, tandis que l'inflation a marqué le pas. Dans les services, la contraction de l'activité s'est accélérée pour atteindre son rythme «le plus marqué» depuis février 2021, passant de 47,1 en juillet à 46 en août. Le volume des nouvelles affaires en également en forte baisse, tandis que le marché de l'emploi s'essouffle et que les salaires augmentent. «Les prestataires de services français ont attribué ce net affaiblissement de la demande à une conjoncture défavorable et à l'impact négatif de la hausse des taux d'intérêt sur la demande clients, signalant une réduction des budgets, tant chez les entreprises que chez les consommateurs», a détaillé le cabinet S&P. Déjà publié le 1er septembre, l'indicateur mesurant l'activité manufacturière s'est établi à 46 en août, contre 45,1 en juillet. Soit le septième mois consécutif de contraction. En Chine

Le promoteur surendetté Country Garden évite un défaut de paiement
Country Garden, l'un des plus gros groupes immobiliers de Chine à l'endettement astronomique, s'est acquitté d'un remboursement pour éviter formellement mardi un défaut de paiement, selon l'agence d'information financière Bloomberg. Le promoteur, qui a longtemps été réputé solide financièrement, a été incapable début août de rembourser 22,5 millions de dollars d'intérêts sur des emprunts, au moment où le secteur immobilier connaît une crise sans précédent en Chine. Après un délai de grâce de 30 jours qui prend fin théoriquement mardi, Country Garden devait impérativement rembourser cette somme pour éviter un défaut de paiement. Le groupe a annoncé à ses créanciers qu'il s'était acquitté de cette dette, écrit l'agence Bloomberg, citant des sources anonymes. Plusieurs médias économiques chinois donnent également cette information. Country Garden n'avait pas communiqué dans l'immédiat. Le groupe était l'an dernier encore le plus gros promoteur de Chine. Un impayé enverrait une onde de choc sur les marchés et plongerait un secteur immobilier déjà échaudé par la crise sanitaire et le ralentissement économique en Chine un peu plus dans le marasme. Country Garden «ne dispose pas de sources de trésorerie suffisantes» pour faire face aux prochaines échéances, avait mis en garde jeudi l'agence de notation Moody's, abaissant de trois crans la note de solidité du groupe. Elle est désormais de «Ca», synonyme de «en défaut, avec quelques espoirs de recouvrement». Country Garden avait fin 2022 une dette considérable estimée à 1430 milliards de yuans (180 milliards d'euros).

BCE

Le ralentissement de l'inflation est bienvenu mais doit se poursuivre

Le chef économiste de la Banque centrale européenne (BCE), Philip Lane, s'est montré prudemment optimiste sur le ralentissement de l'inflation, tout en ajoutant que davantage de données étaient nécessaires avant de crier victoire sur ce front. L'institut de Francfort, qui a relevé ses taux d'intérêt lors de ses neuf dernières réunions de politique monétaire, évalue actuellement si un nouveau relèvement est nécessaire lors de sa prochaine réunion le 14 septembre ou s'il est préférable de marquer une pause face au ralentissement de l'économie. Dans un entretien au journal irlandais The Currency publié mardi, Philip Lane a jugé "bienvenu" le ralentissement de l'inflation sous-jacente perceptible dans les données



préliminaires pour août publiées la semaine dernière. "Mais comme je l'ai dit, un mois de données n'est qu'un élément d'information : il faut que cela continue", a-t-il ajouté. "Les données détaillées sur l'inflation

ne seront pas publiées avant le milieu du mois. Nous devons donc voir ce qu'il en est". Les marchés estiment à seulement 25% la probabilité d'une hausse des taux le 14 septembre mais s'attendent toujours à ce qu'un nouveau relèvement de 25 points de base soit opéré avant la fin de l'année, avant une baisse des taux attendue à la mi-2024. Philip Lane a plaidé la patience, évoquant les prévisions de la BCE en juin selon lesquelles le retour de l'inflation vers l'objectif de 2% prendra plusieurs années, jusqu'en 2025. "Une inflation de 10% ne tombe pas très vite à 2%, mais (...) elle a déjà été divisée par deux, passant de 10 à 5, et d'autres progrès sont attendus cette année", a-t-il déclaré.

DACIA

Voici l'ultime DUSTER

Le changement le plus notable est la couleur jaune de la carrosserie, qui se marie bien avec les éléments noirs de la voiture. En plus d'emprunter des couleurs à Bumblebee, Carpoint a également utilisé d'autres modifications. Les spécialises en tuning et en transformation automobile ont ajouté un bouclier de protection très prononcé à l'avant du véhicule, utilisé de nouvelles marches latérales, deux embouts d'échappement et des jantes de 20 pouces avec des accents de la couleur de la carrosserie.

Il convient cependant de mentionner que le Duster Carpoint Yellow Edition jaune n'est pas destiné à la conduite hors route. Les pneus à profil bas réduisent la capacité de franchissement du SUV roumain. Néanmoins, un attelage, des jantes de 16 pouces avec des pneus d'hiver ou des pneus toutes saisons sont disponibles en option. L'intérieur avec des éléments jaunes correspondrait également à la couleur de l'extérieur, mais l'habitacle du Duster est restée inchangée. Seuls les tapis de sol et les seuils de porte ont été remplacés pour mieux représenter cette édition spéciale.

TESLA

Comment la nouvelle Model 3 fait mieux en autonomie sans rien changer (ou presque)

Le restylage de la Model 3 porte avant tout sur le confort de conduite et l'insonorisation. Mais sans même changer les batteries et les moteurs, ses deux versions gagnent chacune 4,5 % d'autonomie supplémentaire. Comment ?

Tesla ne fait décidément rien comme les autres, et démontre que le marché automobile a changé ses codes. Plutôt que de renouveler sa gamme tous les quatre ans et proposer un design différent pour prouver de sa fraîcheur, la marque américaine est simplement venue corriger ce qui pouvait être corrigé. Parmi ces éléments, l'habitacle, mais aussi et surtout le confort de conduite, l'insonorisation et... l'efficacité aérodynamique. Des défauts à corriger, mais aussi des qualités à préserver. Notamment le poids de la berline compacte. La Model 3 fait partie des plus légères du marché, loin devant BYD et au niveau d'une MG4. Sans cela, elle n'aurait pas pu sécouler à plus de deux millions d'exemplaires et offrir l'une des plus basses consommations. Un point à conserver sur la nouvelle version, sans quoi une meilleure autonomie, sans passer par un changement de batterie, aurait été impossible.

Le surplus d'autonomie de la Model 3 expliqué
Deux versions de la nouvelle Model 3 restylée ont été présentées (pas de déclinaison Performance pour le moment). Leur surplus d'autonomie enregistré en cycle WLTP est de l'ordre de 22 km pour la version Propulsion (la moins chère) et 27 km pour la version Grande Autonomie. Les 4,5 % de croissance de leur autonomie leur permettent ainsi d'atteindre les autonomies suivantes :
Model 3 Propulsion 2023 en 18 pouces : 554 km
Model 3 Propulsion 2023 en 19 pouces : 513 km
Model 3 Grande Autonomie 2023 en 18

pouces : 678 km
Model 3 Grande Autonomie 2023 en 19 pouces : 629 km

Changement aérodynamique

Pour y arriver, deux grands facteurs. Celui qui a le plus joué est l'évolution aérodynamique. Tesla a surélevé le capot de sa berline compacte en le rendant aussi plus plat, et redessiné son pare-choc avant. Les surfaces sont plus lisses, le dessin plus sportif, et on notera la disparition des phares antibrouillard (rarement soulignée par la presse, mais qui n'est pas qu'un petit détail). Résultat, le Cx (coefficient de pénétration dans l'air) de la Model 3 passe de 0,23 à 0,219.

Une réduction de 5 % qui correspond à un gap bien plus important pour l'autonomie. Selon Tesla, l'efficacité serait améliorée de 8 % grâce à ce point. La Model S fait toujours mieux, avec un Cx de 0,208 depuis son restylage en 2021. Auparavant, le Cx de la grande berline était lui aussi mesuré à 0,23. Les modifications qu'apportait la version restylée étaient sensiblement proches de celle de la nouvelle Model 3 aujourd'hui. Ne restera qu'à faire mieux que la Mercedes EQS, qui prône en première place du classement toute marque confondue (or concept car), avec un Cx de 0,20.

Changement pneumatique

La deuxième explication tient dans les évolutions pneumatiques. Pour améliorer son rayon d'action avec une charge, la nouvelle Tesla Model 3 restylée s'équipe de pneus plus sobres. Et Tesla est allé chercher ce qu'il se fait de mieux aujourd'hui pour les voitures électriques. Pour les jantes 18

pouces (les plus efficaces), il s'agit de Michelin e.Primacy. Pour les jantes 19 pouces, il s'agit de Hankook iON EVO. Quand Michelin présentait le e-Primacy en 2020, il déclarait alors que son pneu allait permettre aux modèles électriques de réduire leurs consommations de l'ordre de 7 %. La raison ? Sa résistance aux frottements réduite de 27 % comparé à la concurrence, annonçait alors le fabricant français. Même chose pour Hankook, qui s'appuyait sur des mesures de l'organisme de test allemand TÜV SÜD pour indiquer une réduction de la résistance de roulement de l'ordre de 26 %.

Efficiences et prix : la Model 3 reste en tête

Au final, il n'y a qu'à regarder le niveau de consommation renseigné par la marque et selon le cycle WLTP pour se rendre compte qu'il n'a pas été besoin d'augmenter la taille des batteries. La consommation des deux versions de la nouvelle Model 3 est comprise entre 10,4 et 11,1 kWh/100 km. En cycle WLTP, ce sera un peu plus, aux alentours de 12 kWh/100 km, mais ces mesures ne prennent pas seulement en compte la capacité utile de la batterie. Cela fausse le calcul.

Avec une telle efficacité, et des vitesses de recharge de 170 et 250 kW selon les versions, Tesla propose une Model 3 à jour et encore dans les clous face à la concurrence. Et en ces temps économiquement difficiles, la marque sait aussi que tout se jouera de toute façon sur les prix. Le restylage de la Model 3 ne lui a rehaussé sa note que de 1000 euros. Les concurrents européens sont dans le rétroviseur, et les concurrents chinois sont bien embêtés.

RENAULT DÉVOILE SON SCÉNIC ÉLECTRIQUE

Il a 3 atouts majeurs pour s'attaquer au Model Y

Après le concept Scénic en 2022, Renault lance officiellement son Scénic E-Tech. Prévu pour 2024, celui-ci fait des choix radicaux qui pourraient finir par être payants. Sauvé de justesse d'une mort imminente, le Scénic, monospace iconique s'il en est, avait eu droit l'an dernier à un concept surprise préfigurant d'une nouvelle version. Celle-ci est désormais officielle et s'il était acquis que la renaissance du Scénic serait électrique, il restait tout de même à connaître les autres caractéristiques de ce qui est désormais un SUV électrique. Renault a donc officialisé son nouveau véhicule électrique lors de l'IAA de Munich. L'événement était attendu, car ce nouveau SUV a pour mission de prolonger le succès de la Mégane E-Tech 100 % électrique. Afin d'être davantage qu'un SUV électrique de plus sur un marché déjà bien doté, Renault a opté pour certains choix qu'il espère payants. Est-ce assez pour aller chercher la référence de la catégorie,

le Tesla Model Y ? Impossible de l'affirmer avant l'essai et l'annonce des prix du nouveau Scénic, mais en attendant, force est de constater qu'il dispose, a minima, de trois atouts de plus que son concurrent. Des arguments qui pourraient compter pour bien des acheteurs potentiels.

De gros airs de 3008

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il convient de s'attarder quelque peu sur le style de ce nouveau SUV. Celui-ci s'est quelque peu éloigné du concept qui avait été dévoilé l'an dernier pour adopter un peu plus la « touche Gilles Vidal », le designer en chef de la marque au losange connu pour avoir changé radicalement le style de Peugeot il y a quelques années. Il ne faut donc pas s'étonner de retrouver quelques reflets de 3008 ou de 2008 dans ce Scénic, notamment dans la signature lumineuse qui rappelle furieusement les optiques dents de sabre des voitures frap-

pées du Lion. Toujours côté design, le Scénic pourra opter pour un toit Solarbay, une technologie que Renault a dévoilée sur son Rafale et qui permet d'opacifier à volonté le toit en verre panoramique du véhicule. Mais bien entendu, si ces arguments compteront au moment de choisir, ce n'est pas sur ces détails que le Losange espère faire la différence. Non, le nouveau SUV électrique de Renault a trois autres atouts bien plus importants.

Une grosse batterie pour challenger Tesla sur l'autonomie

Le premier de ces points forts est à chercher du côté du plancher. En effet, Renault a décidé d'y loger une batterie de grande capacité, un bloc de 87 kWh, le plus imposant à ce jour chez le constructeur français. Cette batterie n'est pas tout à fait nouvelle puisqu'il s'agit du modèle qui équipe déjà le Nissan Ariya. Renault fait donc jouer à plein le principe de l'alliance

avec son « cousin » japonais. Résultat : une autonomie WLTP affichée de 620 km, largement supérieure aux 533 km du Tesla Model Y dans sa version Grande Autonomie (à 52 990 euros). Bien entendu, ce niveau de batterie ne sera pas accessible dès l'entrée de gamme. Les Scénic électriques les moins chers disposeront d'une version plus compacte, mais elle aussi bien documentée. Il s'agira de la batterie de 60 kWh à la chimie NMC (Nickel – Manganèse – Cobalt), déjà utilisée sur la Mégane électrique. Dans cette configuration, le nouveau SUV de Renault atteindrait tout de même 420 km avec une seule charge. En plus du choix de batterie, le futur propriétaire du Scénic aura aussi à choisir entre deux niveaux de motorisations. Le plus abordable est un moteur de 125 kW (soit 170 ch) offrant 280 Nm de couple. Quand à la version la plus performante, elle disposera d'un bloc de 160 kW (soit 217 ch) pour 300 Nm de couple.

FITBIT

Ses bracelets connectés envoient-ils vos données de santé aux États-Unis ?

Selon l'association de défense des droits numériques NOYB, Fitbit, l'entreprise de montres connectées, rachetée par Google en 2021, ne respecterait pas le RGPD, le règlement européen sur les données personnelles. La société enverrait les données recueillies dans d'autres pays – dont les États-Unis – en « forçant » le consentement des utilisateurs, sans leur donner des informations sur les pays de destination.

« **C**onsentez ou partez » (« Agree or leave » en anglais), voilà comment est résumée selon l'ONG NOYB l'approche de Fitbit, le service d'objets connectés orientés santé et suivi de performances sportives de Google, à propos des données personnelles que l'entreprise recueille. Cette filiale de Google est l'objet de trois plaintes en Autriche, aux Pays-Bas et en Italie. À l'origine de ces trois actions en justice, NOYB, l'association cofondée par le juriste autrichien Max Schrems. L'ONG qui défend la vie privée numérique et qui est à l'origine de nombreuses actions en justice contre les géants du Web, estime que Fitbit ne respecte pas le RGPD, le Règlement européen sur les données personnelles. Celle qui est devenue une filiale de Google en 2021 « forcerait » ses utilisateurs à accepter le transfert des données en dehors de l'Union européenne,

selon l'association. L'entreprise vend notamment des appareils de suivi de fitness portables qui surveillent fréquence cardiaque et habitudes de sommeil, et qui comptabilisent le nombre de pas effectués. Les données recueillies sont ensuite synchronisées dans une application d'analyse et de suivi. Et ce sont justement ces data qui posent problème. Car outre les éléments classiques collectés par l'entreprise comme le sexe, la date de naissance ou l'adresse électronique, les bracelets recueillent aussi des informations particulièrement sensibles. Parmi elles, les données relatives « au nombre de pas que vous faites, à la distance que vous avez parcourue, au nombre de calories brûlées, à votre poids, votre rythme cardiaque, vos phases de sommeil, vos minutes d'activité et votre localisation » détaille la politique de confidentialité de l'entreprise. Le « suivi de la santé féminine » en fait aussi partie. « Une approche à prendre ou à laisser,

cinq ans après l'entrée en vigueur du RGPD » Or, les données collectées peuvent être partagées « pour traitement avec des sociétés tierces dont nous ne connaissons pas la localisation », regrette l'association dans son communiqué. Elles seraient aussi envoyées aux États-Unis et dans d'autres pays hors de l'UE, où le RGPD – la loi européenne qui protège nos données personnelles – ne s'applique pas. Pour éviter cela, il faudrait supprimer son compte – mais l'utilisateur perdrait d'un coup tout son historique d'utilisation – et donc toutes ses données. « Une approche à prendre ou à laisser, cinq ans après l'entrée en vigueur du RGPD », que déplore Maartje de Graaf, avocate de NOYB citée dans le communiqué de l'ONG. Le RGPD oblige normalement les entreprises à proposer une solution alternative, pour que les utilisateurs puissent continuer à utiliser les services.

IPHONE

On sait pourquoi le prix va encore augmenter

Les iPhone 15 Pro s'annoncent plus chers que leurs prédécesseurs. D'après un analyste, l'augmentation du prix a été provoquée par deux grandes nouveautés décrétées par Apple. Malgré une grille tarifaire toujours plus stratosphérique, la marque s'attend à un nouveau succès pour ses modèles haut de gamme. Alors que la keynote approche à grands pas, la mauvaise nouvelle tend à se confirmer. D'après un faisceau de fuites, les iPhone 15 Pro devraient être vendus à un prix plus élevé que leurs prédécesseurs, les iPhone 14 Pro. Apple aurait à nouveau décidé de revoir à la hausse sa grille tarifaire, au grand dam de sa clientèle. Les spéculations tablent sur une hausse située entre 100 et 200 dollars aux États-Unis. Pour le moment, on ignore comment cette augmentation se répercutera sur les prix affichés en France. Sur le marché français, l'iPhone 14 Pro Max, est déjà vendu au prix de départ de 1479 euros, contre 1329 euros pour l'iPhone 14 Pro. Luke Lin, analyste principal de DigiTimes Research, abonde dans le même sens. D'après lui, Apple va bien augmenter le prix des iPhone 15 Pro. Il faut s'attendre à une « augmentation majeure des prix » sur ces deux variantes. Par contre, le tarif des éditions plus abordables devrait rester stable. On peut donc s'attendre à ce que les iPhone 15/ 15 Plus soient vendus au même prix que les iPhone 14/ 14 Plus. Pour rappel, l'iPhone 14 standard est proposé au prix de 1019 euros en France. De son côté,

l'iPhone 14 Plus, largement boudé par les consommateurs, est commercialisé à partir de 1169 euros.

Les deux raisons derrière la hausse de prix des iPhone 15 Pro Pour expliquer le nouveau bond tarifaire des iPhone Pro, Luke Lin met en avant deux grandes nouveautés. D'après l'analyse, c'est d'abord le nouveau design en titane qui a obligé Apple à revoir ses prix. Cette année, le géant de Cupertino inaugure en effet un nouveau châssis en titane sur ses smartphones haut de gamme. Ce matériau premium vient remplacer l'acier inoxydable qu'on trouve sur les modèles actuels. Grâce à ce nouvel alliage, les nouveaux iPhone s'annoncent moins lourds que leurs prédécesseurs. Malheureusement, le titane est aussi bien plus coûteux que l'acier. Un kilo d'acier inoxydable (inox) coûte moins de deux euros, contre plus de quatre euros pour un kilo de titane, à l'heure où cet article est rédigé. Le prix du matériau va se répercuter sur le tarif affiché en magasins. L'expert épingle aussi l'intégration d'un objectif périscopique sur l'iPhone 15 Pro Max. Absent de l'édition Pro standard, ce module va permettre à Apple d'offrir un meilleur zoom sur ses smartphones. En lieu et place du zoom optique 3x de son prédécesseur, le 15 Pro Max profiterait d'un zoom 5x ou 6x. C'est la toute première fois qu'un objectif de cet acabit est intégré sur un iPhone. Grâce à ce composant, Apple chercherait à rattraper le retard

accumulé sur les constructeurs Android, qui ont adopté le zoom périscopique depuis des années.

Un succès pour les iPhone 15 Pro ? En dépit d'une grille tarifaire toujours plus élevée, Apple s'attend à ce que les iPhone 15 Pro rencontrent le succès. D'après les informations glanées par l'analyste de Digitimes, la marque estime que l'iPhone 15 Pro Max sera l'iPhone le plus vendu. Apple a en effet commandé davantage d'unités du 15 Pro Max à ses fournisseurs. En seconde position, on trouve le 15 Pro, suivi du 15 standard et du 15 Plus. Ce n'est pas une surprise. Malgré un prix déjà élevé, l'iPhone 14 Pro Max s'est imposé comme le smartphone le plus vendu du marché au cours du premier semestre de 2023. Les consommateurs sont visiblement friands des iPhone haut de gamme d'Apple, et leur prix particulièrement élevé n'entame pas leur enthousiasme. Néanmoins, Apple semble penser que la gamme des iPhone 15 se vendra un peu moins bien que les iPhone 14 l'an dernier. L'entreprise n'a commandé qu'entre 80 et 90 millions de smartphones en vue du lancement, contre 90-100 millions de téléphones en 2022. La frilosité du fabricant s'explique par la morosité continue du marché du smartphone, qui devrait connaître une année 2023 catastrophique, la progression de l'inflation et une économie mondiale toujours en berne. C'est pourquoi Apple mise sur une approche prudente cette année.

FIREFLY, L'IA « TEXT TO IMAGE » D'ADOBE

Elle entre instantanément dans la cour des grands

Elle ouvre la voie à de très belles images obtenues de façon aisée. Et à d'autres services bien utiles. En matière de « text to image » (générateur d'images par IA), Midjourney apparaît comme le nec plus ultra, avec toutefois une approche qui peut rebuter certains néophytes. Nous avons d'ailleurs consacré un tutorial à Midjourney pour mieux aider à sa prise en main. Qui plus est, Midjourney est devenu payant. À l'autre bout, nous avons Dall.e 2, qui est bien moins doué, mais a l'avantage d'être accessible gratuitement depuis Bing Image Creator. Là encore, nous avons produit un tutorial Dall.e 2, car faute de bien spécifier ses requêtes, il est difficile d'obtenir des résultats de qualité.

Le troisième larron s'intitule Stable Diffusion et avec sa nouvelle version XL, il se pourrait bien qu'il soit devenu un challenger de taille à Midjourney.

Un nouveau venu d'Adobe Et puis voilà, Adobe a proposé sa propre suite d'outils : Firefly. Il est nécessaire de s'inscrire et d'attendre quelques semaines avant de recevoir son invitation. Pour notre part, nous l'avons testé depuis près d'un mois et que dire ? Adobe a réellement frappé fort. Plus qu'un simple « text to image », Firefly propose une série d'outils assistés par l'IA. Seuls trois d'entre eux sont disponibles. Mais ils sont pour le moins impressionnants.

Générer du texte artistique Produire du texte avec des effets artistiques est une compétence qui manque à la plupart des « text to image » actuels. Firefly propose un tel service : texte en feuillage, à base de bonbons, avec un aspect « peau de serpent »... C'est clairement un outil qui manquait et Adobe sert le besoin avec brio.

Mots fléchés

Charcuterie italienne		Une radio		Gouverne en privilégié	Bien contre		Ancienne base Inuit	Frapper un grand coup			Bovidé de savane		Charcuterie
Charcuterie provençale		Arturo			Coule en Afrique			Traversée par la Meuse					Ancienne monnaie
											Poète aux USA		
											Charcuterie		
Sont au rayon charcuterie										Basse quelquefois			
Agent de liaison													
		Comédienne française 1908-1996	Histoire de siège (l)							Jouet d'enfant			
			Poisson							Mélodie			
Maxime						Vase à boire					Points cardinaux		
Idolâtra						Vieux général					Sur une borne		
					Gouverne à sa façon		Arbuste purgatif						
Casser l'angle								Commune française					Charcuterie en gelée
Bouteille plate								Marque de Dédain					
							Au rayon charcuterie		Chanteuse capverdiennne		Bien fatigué	Bonnes corrections	Charcuterie de Lorraine
Faible éclairage						Une voleuse				Ancienne ville turque			
Chat ou lapin						Capitale d'Afrique				Aux Pays-Bas			
			Poursuivit en justice					Commune de l'est de la France					
			Bien-aimée										
Gros saucisson	Fils d'Isaac	Lézards ou crocodiles		Forme d'avoir				Port d'Ukraine					
				Un singe				Commune française					
					Écrivain non reconnu					Monnaie jaune			
					Maladie					Armoiries			
Charcuterie italienne							Fleuve côtier			Ravi			
Charcuteries							Creuser			Au rayon charcuterie			
									Blêmi				
									Charcuterie				
Canton Suisse				Eut sa ruée		Affluent de la Dordogne		Trucs en plumes					Souverain rouge
								Un bon tour					
Fabriquer	Déesse				Arbre pour agrumes						Ferrure		
	Un peu de lumière										Comme Eve		
					Des trucs avec des plumes								Devant le patron
					Fleuve								
Solipède				Porte la couronne				Serpentas					
Vieille planche													
		Vallée bretonne						Poêle à bois					

Gazoduc Medgaz enregistre un bénéfice record en 2022

Medgaz, la société gestionnaire du gazoduc entre l'Algérie et l'Espagne depuis 2011, a enregistré un bénéfice record de 135,937 millions d'euros en 2022, marquant une augmentation de 28,3% de ses profits par rapport à l'année précédente. Cette entreprise, détenue à 51% par le groupe Sonatrach et à 49% par Naturgy et le fonds américain Black-Rock, via la société Medina Partnership, enregistre une courbe ascendante des bénéfices depuis 2014. En effet, le chiffre d'affaires du gazoduc a atteint 295,761 millions d'euros en 2022, enregistrant une augmentation de plus de 19 % par rapport à l'année précédente. Parallèlement, le résultat d'exploitation s'est élevé à 211,997 millions d'euros, d'après les comptes de la société déposés au Registre du commerce et consultés par Europa Press via Infoempresa.



EDUCATION

La date de la rentrée scolaire fixée au mardi 19 septembre

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, lundi soir dans un communiqué, que la date de la rentrée scolaire 2023/2024, a été fixée au mardi 19 septembre 2023. "Suite à la reprise du travail par le personnel administratif, le dimanche 27 août 2023 au matin, et le personnel enseignant, le dimanche 3 septembre 2023 au matin, le ministère de l'Education nationale annonce que la date de la rentrée scolaire 2023/2024 pour l'ensemble des régions du pays a été fixée au mardi 19 septembre 2023 au matin", lit-on dans le communiqué. Le ministère de l'Education nationale souhaite à tous "une bonne rentrée scolaire".

GENDARMERIE NATIONALE

Saisie de 40 tonnes de produits alimentaires à Alger

Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) de Semmar (Alger) ont intercepté cinq (5) camions transportant 40 tonnes de produits alimentaires sans factures, indique mardi un communiqué de ces services. "Cette affaire intervient suite à des informations parvenues aux éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Semmar faisant état de cinq (5) camions transportant des produits alimentaires", selon la même source, qui précise que "la patrouille de la GN formée à travers le territoire et le point de contrôle établi au niveau de la RW de la commune de Gué de Constantine ont permis d'intercepter les cinq (5) camions qui transportaient 40 tonnes de légumineuses". "Interrogés par les gendarmes sur les documents commerciaux de la marchandise, les conducteurs qui ne possédaient aucune facture ont reconnu que la marchandise était destinée à un magasin de produits alimentaires à Semmar pour être vendue en l'état sans transformation ni conditionnement", explique le communiqué. "Les mis en cause sont poursuivis pour pratique commerciale illégale consistant en la revente en l'état de matières premières acquises à des fins de transformation et absence de factures", selon la même source, qui précise que "la marchandise a été saisie".

CROISSANCE DES ÉCONOMIES ARABES EN 2023 ET 2024

Les prévisions du Fonds monétaire arabe

Les taux de croissance des économies arabes prévus pour 2023 et 2024 atteindraient respectivement 3,4% et 4%, a indiqué lundi un responsable du Fonds monétaire arabe (FMA). S'exprimant lors de l'ouverture de la Conférence bancaire arabe 2023, qui se déroule à Riyad sous le thème "Perspectives économiques arabes à la lumière des changements internationaux", le directeur général et président du conseil d'administration de la FMA, Abdul Rahman bin Abdullah Al Humaidia a souligné la nécessité pour les gouvernements arabes d'accélérer leurs efforts pour développer une économie basée sur le numérique et la connaissance. Il a noté que les pays arabes qui se sont rapidement

remis des retombées de la COVID-19 sont ceux qui ont une économie numérique développée. Il a également souligné l'importance d'intensifier les efforts pour développer le secteur financier et bancaire dans les pays arabes, accroître l'accès au financement et aux services financiers, renforcer les marchés de capitaux nationaux et promouvoir l'intégration financière régionale. Selon ses propos, le système bancaire arabe est mieux préparé à résister aux chocs et aux risques financiers et économiques grâce à l'amélioration de ses niveaux de liquidité et de solvabilité, ajoutant que les capacités de supervision bancaire ont été améliorées pour être conformes aux meilleures normes et pratiques internationales.

Il a affirmé par ailleurs que le secteur bancaire des pays arabes est leur principale source de liquidité économique, avec des actifs totalisant quelque 4,1 billions de dollars, soit l'équivalent de 124 % du produit intérieur brut (PIB) combiné des pays arabes. "Le secteur est globalement resté stable et capable de résister aux chocs en raison de ses bons niveaux des capitaux, de la qualité de ses actifs et de sa rentabilité, reflétant le rôle des banques centrales arabes dans le maintien de la stabilité financière, a-t-il ajouté, notant que le secteur bancaire arabe se distingue par sa solvabilité élevée, avec un ratio moyen d'adéquation des fonds propres atteignant 17,4% à fin 2022.

R. I.

PÉTROLE

L'Arabie saoudite prolonge sa réduction volontaire jusqu'à fin décembre

L'Arabie Saoudite prolongera sa réduction volontaire de production pétrolière d'un million de barils par jour (bpj) pour "trois mois supplémentaires", d'octobre à décembre 2023, maintenant sa stratégie visant à soutenir les cours du brut, a annoncé mardi le ministère de l'Energie. Les coupes du premier exportateur mondial de brut avaient été annoncées en juin à l'issue d'une réunion de l'Opep+ et avaient pris effet pour la première fois en juillet. L'Opep+ réunit les membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), Arabie

saoudite en tête, et des Etats alliés incluant la Russie. "La production du royaume pour les mois d'octobre, de novembre et décembre sera d'environ neuf millions de bpj", a précisé le ministère dans un communiqué. Selon lui, cette stratégie sera "réexaminée mensuellement dans l'optique de réduire davantage la production ou de l'augmenter". Cette politique est destinée à "soutenir la stabilité et l'équilibre des marchés pétroliers", a-t-il ajouté. Ryad avait annoncé une prolongation pour septembre, en prévenant qu'elle

pourrait être "renforcée" au-delà. L'annonce de mardi intervient le même jour que celle de la Russie qui a dit, elle aussi, maintenir la réduction de ses exportations de pétrole de 300.000 bpj jusqu'à la fin de l'année. Cette mesure "vise à renforcer les mesures de précaution prises par les pays de l'Opep+ pour maintenir la stabilité et l'équilibre des marchés pétroliers", a assuré le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak, chargé de l'énergie, sur le compte Telegram du gouvernement russe.

ONU

Les ODD et la santé au menu de la 78^e session de l'Assemblée générale

La 78e session de l'Assemblée générale (AG) des Nations unies s'ouvre lundi au siège de l'ONU à New York, tandis que son volet de haut niveau, -officiellement connu sous le nom de "débat général"-, est prévu à partir du 19 du même mois, pour discuter des Objectifs de développement durable (ODD) et de la santé entre autres. Les dirigeants et les délégués du monde entier se réunissent chaque année, en septembre pour discuter des questions les plus urgentes avant le débat général II qui se déroule cette année du 19 au 26 septembre sous le thème "Rétablir la confiance et raviver la solidarité : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et

ses Objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tous". Connue sous le nom d'AG ou AGNU, l'AG est le principal forum où les 193 membres des Nations unies discutent des questions internationales conformément à la Charte des Nations unies. Entre 2023 et 2024, elle se réunit donc pour la 78e fois (AG 78), en sessions régulières de septembre à décembre de la même année. Ces réunions reprennent en janvier jusqu'à ce que toutes les questions à l'ordre du jour aient été abordées, ce qui se produit souvent juste avant la reprise de la session suivante en septembre.

ALGÉRIE VS TANZANIE

Mobilis au rendez-vous avec les verts

ATM Mobilis, Partenaire Officiel de la Fédération Algérienne de Football (FAF) et de l'Équipe Nationale A, encourage les Verts à la veille de leur match, comptant pour lasixième et dernière journée des qualifications de la 34e Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 en Côte d'Ivoire. Les Fennecs joueront ainsi, contre la Tanzanie, le jeudi 07 septembre 2023 à 20h00 au stade du 19 mai 1956 d'Annaba. Les verts qui ont d'ores et déjà, assuré leur qualification à la phase finale de la CAN 2023, s'adjugent la tête du groupe F avec 15 points. ATM Mobilis, la Marque des Champions, soutient les Guerriers du Désert et notre Ambassadeur de Marque, le coach Djamel Belmadi, dans cette nouvelle échéance. Bon match et bonne chance aux Fennecs !